Livron-sur-Drôme

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

Conseil municipal du lundi 4mars 2024

SOMMAIRE

1. PRÉAMBULE P3

2. LE CONTEXTE FINANCIER MONDIAL & NATIONAL ET LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES P6

3. PRÉSENTATION DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2024 ET DE LEURS INCIDENCES POUR LA VILLE P14

4. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE : le budget principal P23

5. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE : le budget annexe de l'assainissement collectif P38

6. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNEL : le budget annexe de l'eau potable P40

7. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE : le budget annexe assainissement non collectif(SPANC) P42

8. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE : Le budget annexe locaux P44

9. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024 P46

1. PRÉAMBULE

1. PRÉAMBULE

- Le débat d'orientation budgétaire est une obligation légale **pour les communes de 3 500 habitants et plus.**

- Le vote du budget primitif prévu le **lundi 25 mars 2024** doit être précédé de la tenue d'un débat d'orientation budgétaire dans un délai de **10 semaines maximum avant le vote du budget pour la maquette M57 et de deux mois maximum pour les autres maquettes budgétaires.**

- Il a pour vocation de donner au Conseil Municipal les informations nécessaires qui lui permettront d'exercer, de manière effective, son pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

- L'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : « *Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.*

1. PRÉAMBULE

- **Le contenu du débat d'orientation budgétaire :**

  - ✓ **Les orientations budgétaires :** évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre.

  - ✓ **Les engagements pluriannuels envisagés** : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses. Présentation, le cas échéant, des autorisations de programme en cours ou à créer.

  - ✓ **La structure et la gestion de la dette contractée,** les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

  - ✓ **Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.**

2. LE CONTEXTE FINANCIER MONDIAL & NATIONAL ET LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES

2.1 LE CONTEXTE MONDIAL : UNE CROISSANCE MONDIALE QUI S'EST STABILISÉE MAIS DONT L'AMÉLIORATION RESTE FRAGILE

- L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) estime la croissance du produit intérieur brut mondial (PIB) à 2,7 % pour 2023. Pour rappel, elle s'établissait à 3,2 % en 2022. Cette amélioration modeste pour 2023 devrait être confortée pour atteindre 2,9 % en 2024.
- Les prévisions de la Banque Mondiale sont plus prudentes que celles de l'OCDE, elle estime que la croissance mondiale 2023 à 2,1 % et à 2,4 % en 2024.
- Pour rappel, le rebond de l'activité économique en 2021 a pris fin au second semestre 2022. La crise énergétique et la hausse des prix des produits alimentaires ont poussé l'inflation vers des niveaux que les économistes n'avaient pas observés dans les pays industrialisés depuis les années 1980. Cette augmentation des prix a eu des conséquences directes sur le pouvoir d'achat des ménages qui s'est traduit par une baisse de la demande, si bien que certains pays sont proches de la récession.
- Les gouvernements ont tenté d'amortir la baisse de revenu ou de limiter les hausses de prix par l'adoption de boucliers. Les banques centrales ont augmenté depuis 2022 leurs taux d'intérêt ce qui contribue à accentuer le ralentissement de la demande.
- L'inflation devrait encore dépasser 3 % fin 2024 dans la zone euro et se limiter à 2,4 % aux Etats-Unis.
- En 2024 la croissance de l'économie mondiale ne devrait pas rebondir compte tenu de nombreux facteurs : situation géopolitique en Ukraine, élections américaines, crise immobilière et endettement des collectivités en Chine, hausse des taux des crédits et contraction des demandes de prêts… Le conflit Israélo Palestinien devrait également avoir des incidences sur l'économie mondiale.

2.2. LE CONTEXTE NATIONAL : LES PREVISIONS DE CROISSANCE ET D'INFLATION

- **2023 a donné lieu à une croissance très peu élevée dans la zone euro** et une récession dans plusieurs pays dont l'Allemagne (entre -0,2 et -0,4% du PIB).

- **En 2024 la croissance de l'économie mondiale ne devrait pas rebondir** : situation géopolitique en Ukraine, les élections américaines, la Chine est prise avec une crise immobilière structurelle et un endettement de ses collectivités démesuré, hausse des taux des crédits et contraction des demandes de prêts…

- **En France la prévision de croissance s'établit entre 0,9 % (Banque de France) et 1 % (Gouvernement).**

- ***S'agissant de l'inflation, elle avait atteint 5,2 % en 2022, en 2023 elle a légèrement diminué pour atteindre tout de même 4,9 %. Pour 2024, elle pourrait retomber à 2 % d'après l'INSEE.***

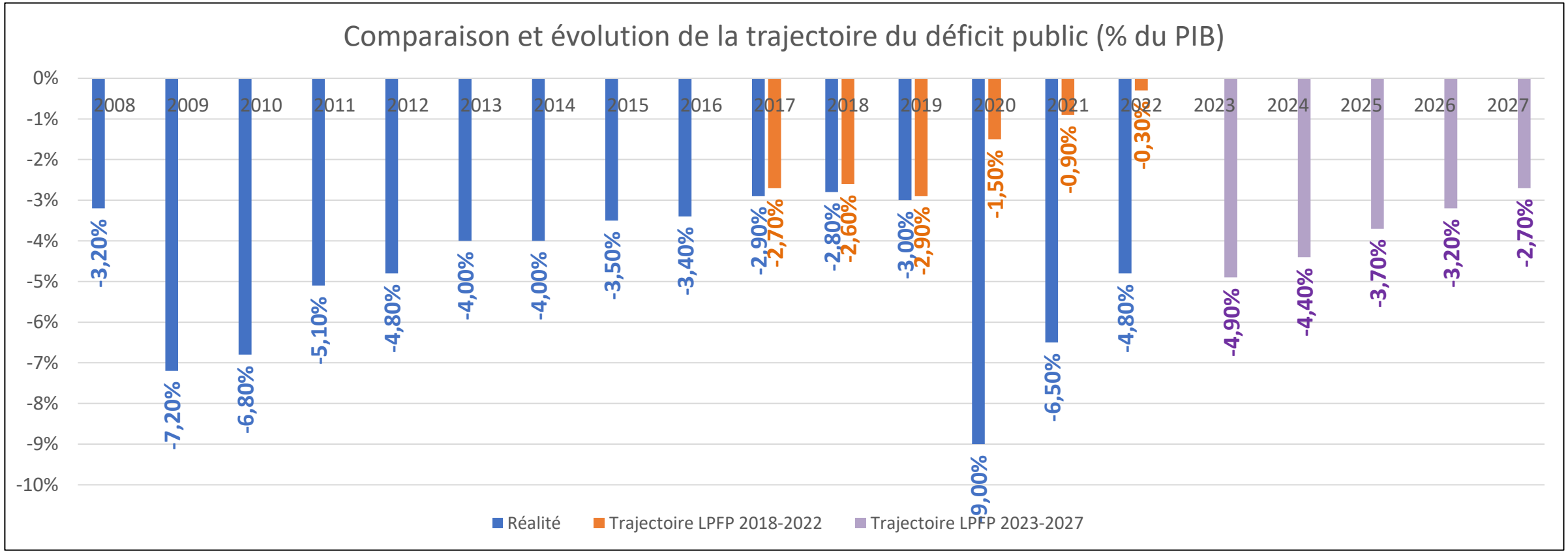
2.3 UNE HAUSSE INÉDITE DES TAUX SUR LE MARCHÉ BANCAIRE

- Pour la dixième fois d'affilée, la BCE a relevé ses taux directeurs en septembre 2023.
- Afin de contrer la forte hausse de l'inflation en zone euro, son taux principal a été relevé à 4,5 %.
- Le principal taux directeur de la BCE (REFI) est passé de 0 % (depuis 2016) à 4,5 % en 1 an et demi ce qui est inédit.

Principal taux directeur de la BCE			
Déc. 22	Mars 23	Juillet 23	Sept. 23
2,5%	3,5%	4,25%	4,5%

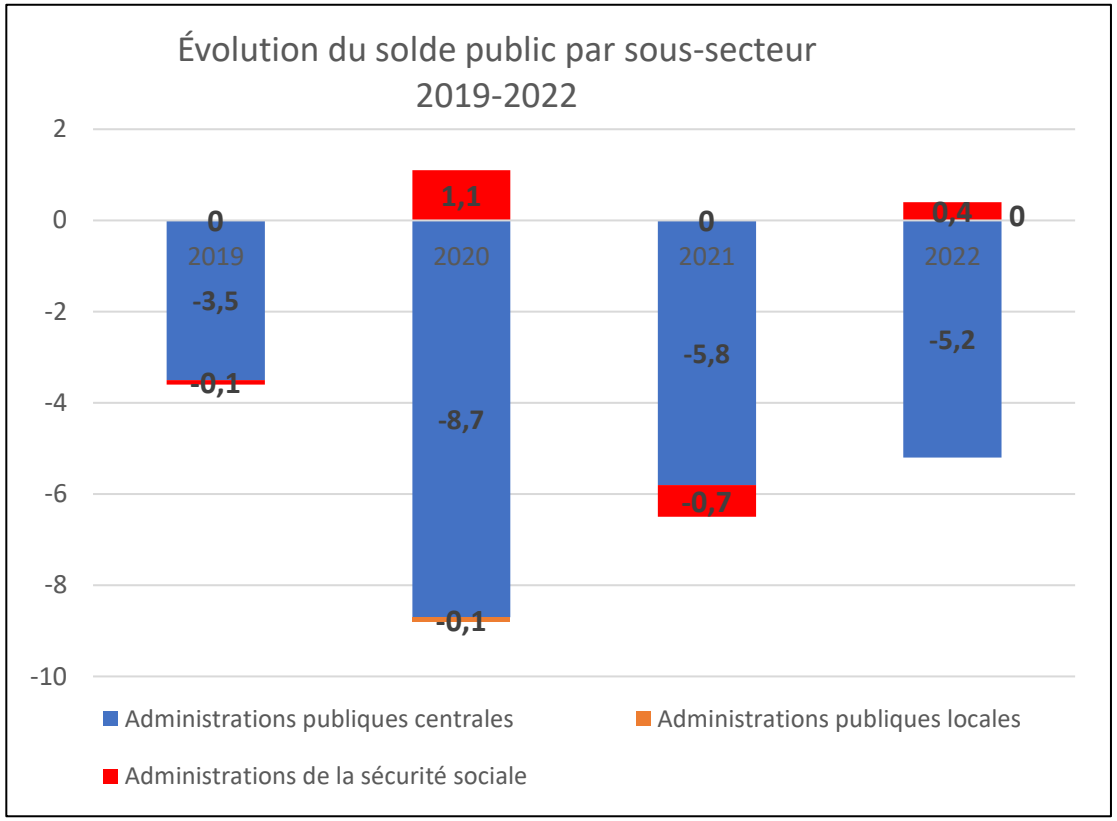
- **Ce relèvement des taux a un impact certain sur le financement des collectivités en 2023 avec le passage d'un environnement à taux faibles à un coût de la dette en forte progression.**
- **Au cours du mois d'octobre 2023, le Conseil des gouverneurs a décidé de laisser inchangés les trois taux intérêts directeurs de la BCE. Au demeurant, de nouvelles hausses de taux ne sont pas exclues pour 2024.**

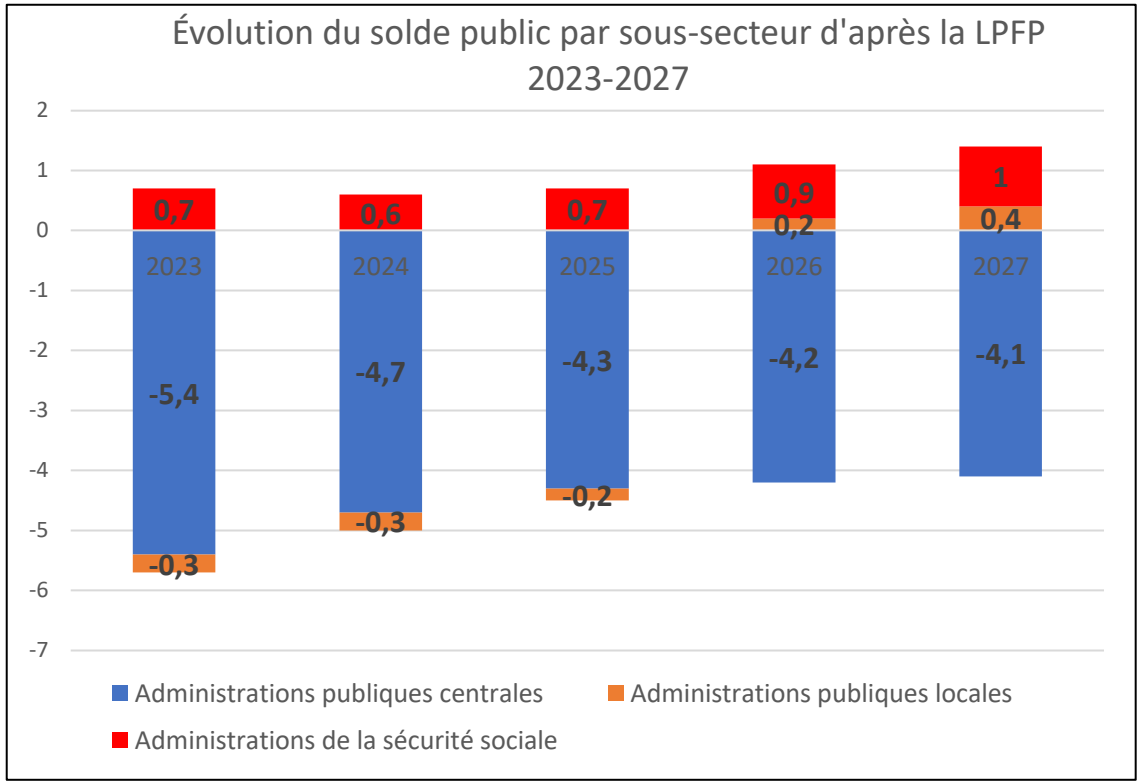
2.4 LA TRAJECTOIRE DU DEFICIT PUBLIC



- **La nouvelle trajectoire du redressement des finances publiques envisagé par la Loi de Programmation des Finances Publiques 2023-2027 parviendrait à un déficit budgétaire égal à 2,7% du PIB <u>à l'horizon 2027</u>.**
- Le déficit public devrait donc être réduit de 2,2 points de PIB entre 2023 et 2027.
- A noter les ambitions de la LPFP 2023-2027 sont très basses par rapport à celles prises lors de la précédente LPFP 2018-2022.

2.5 LA DÉCOMPOSITION DE L'EVOLUTION DU DEFICIT



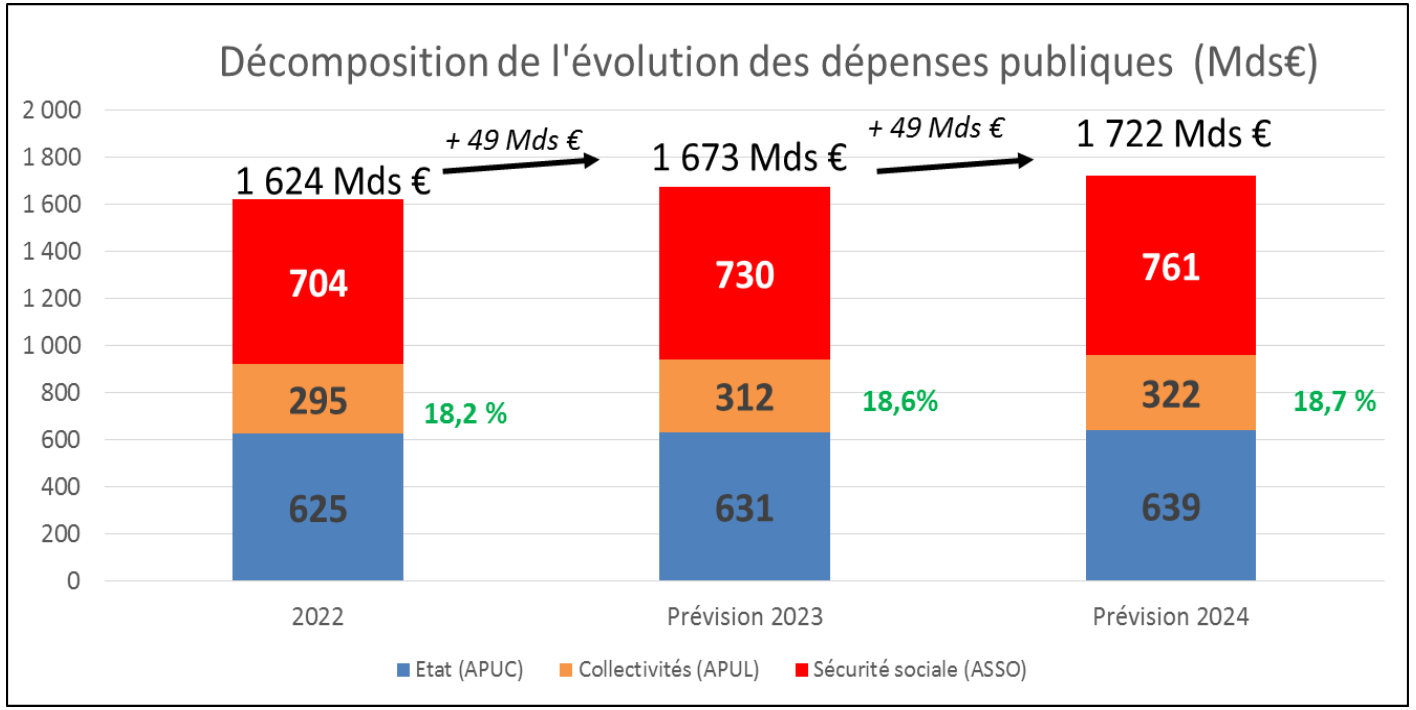


- En 2023 le déficit attendu s'établit à 5% du PIB (5% LFI 2023). Il était de 4,8 % en 2022. **La prévision pour 2024 est de 4,4%.**

- L'Etat porterait plus de la moitié de la réduction du déficit. Les collectivités locales porteraient 19% cette réduction contre 27 % lors de la précédente loi de programmation.

	Solde en points de PIB 2023	Solde en points de PIB 2027	Contribution à la réduction du déficit public en points de PIB	Part dans la réduction du déficit public
Etat (APUC)	-5,4	-4,1	1,3	56,5%
Collectivité (APUL)	-0,3	0,4	0,7	30,4%
Sécurité Sociale (ASSO)	0,7	1,0	0,3	13,0%
Total	**-5,0**	**-2,7**	**2,3**	**100,0%**

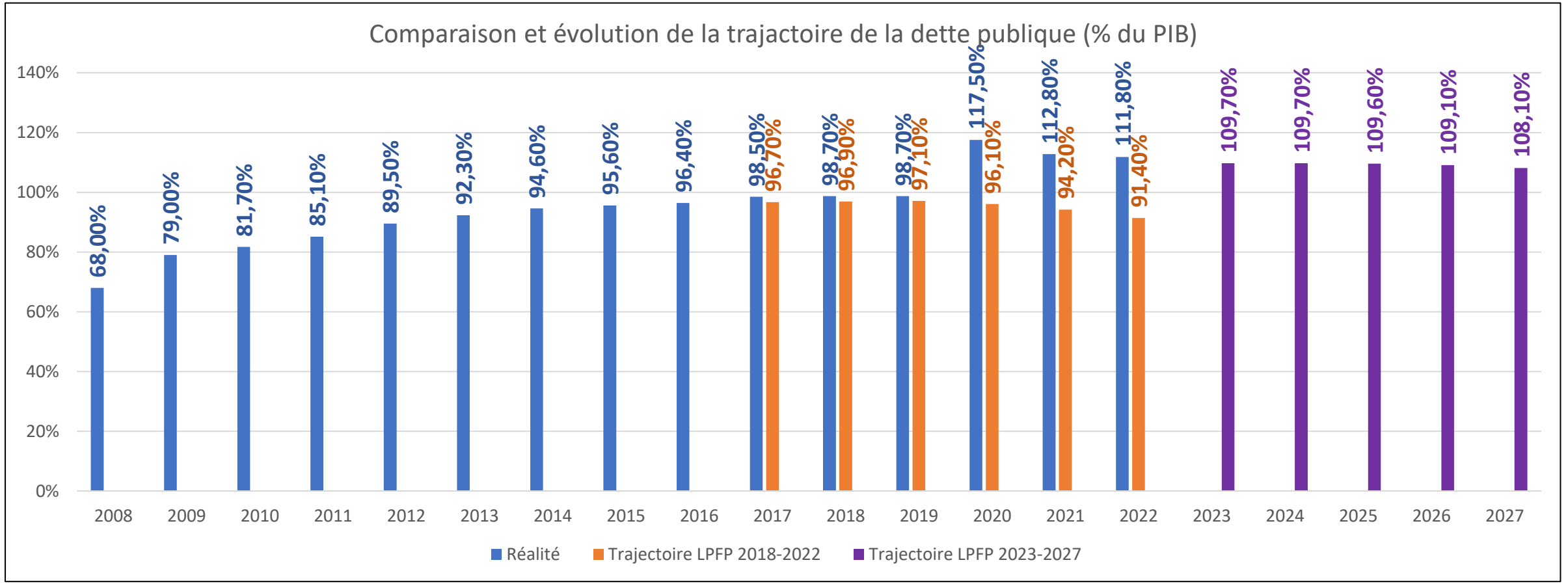
2.6 LA DECOMPOSITION ET L'EVOLUTION DE LA DEPENSE PUBLIQUE



- En 2023, la dépense publique devrait augmenter de 49 Mds € soit + 3,0 % par rapport à 2022. La part des APUL s'élève à 312 Mds € soit 17 Mds € de plus qu'en 2022.

- **Pour 2024, le Gouvernement prévoit une augmentation de 2,9 % de la dépense publique (soit +49 Mds €). Cette augmentation est portée par + 8 Mds € pour les APUC, +10 Mds€ pour les APUL et +31 Mds € pour les ASSO**

2.7 LA PROJECTION DE L'EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT

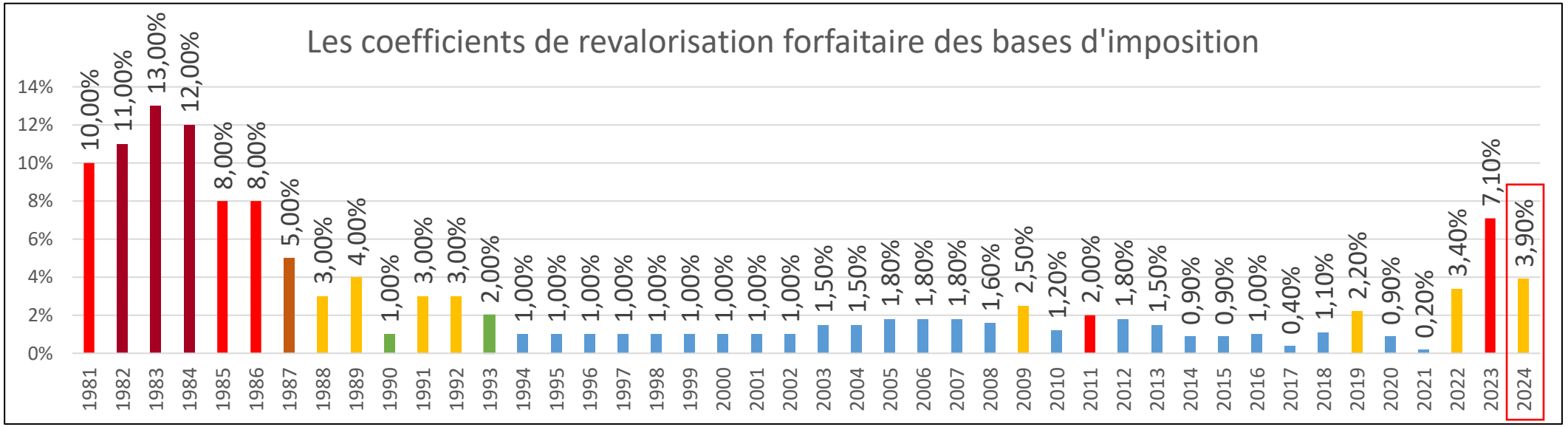


- Concomitamment à une réduction lente du déficit budgétaire, la trajectoire de la dette publique ne marquerait pas une décrue significative sur la période 2023-2027 alors qu'elle excède 3 000 Mds € en 2023.

3. PRÉSENTATION DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2024 ET DE LEURS INCIDENCES POUR LA VILLE

3.1. LA PRISE EN COMPTE DE L'ÉVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION POUR LA REVALORISATION DES BASES DE FISCALITÉ

- Depuis 2018, les valeurs locatives foncières sont majorées annuellement en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (ICPH). Auparavant, l'évolution des bases était arrêtée par la Loi de finances de l'année :



- Pour rappel, en 2023, la revalorisation forfaitaire des bases a atteint +7,1%, niveau qui est proche de ceux appliqués en 1985 et 1986.

- **Pour 2024, la revalorisation forfaitaire des bases des locaux d'habitation et des établissements industriels sera de +3,9%.**

3.1. LA PRISE EN COMPTE DE L'ÉVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION POUR LA REVALORISATION DES BASES DE FISCALITÉ

	2023	Prévisionnel 2024	Ecart 2023/2024	
			€	%
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires				
Bases	953 221	990 397	37 176	3,90%
Taux	11,95%	11,95%	0,00%	0,00%
Produit	**113 910**	**118 352**	**4 442**	**3,90%**
Taxe foncière sur les propriétés bâties				
Bases	12 921 015	13 366 207	445 192	3,45%
Taux	34,97%	34,97%	0,00%	0,00%
Produit émis	**4 519 808**	**4 674 163**	**154 355**	**3,42%**
Coefficient correcteur	1,0446	1,0446	0,00%	0,00%
Effet du coefficient correcteur	195 483	201 221	5 738	2,94%
Produit perçu par la collectivité	**4 715 291**	**4 875 384**	**160 093**	**3,40%**
Taxe foncière sur les propriétés non bâties				
Bases	407 875	416 033	8 158	2,00%
Taux	56,83%	56,83%	0,00%	0,00%
Produit	**231 795**	**236 431**	**4 636**	**2,00%**
Total	**5 060 996**	**5 230 168**	**169 172**	**3,34%**

La revalorisation forfaitaire 2024 de +3,9 % s'appliquera aux bases des locaux d'habitation et des établissements industriels.
La présente simulation ne tient pas compte d'une évolution physique des bases (nouvelles implantations).

A taux constant 2023, les recettes fiscales issues de trois taxes directes locales devraient progresser **de +169 K€ en 2024 soit une évolution de +3,3 % par rapport à 2023.**

3.2. L'ADAPTATION DU SYSTÈME FISCAL AUX EXIGENCES DE TRANSITION ENERGETIQUE

Il est institué, **au 14° de l'article 71 de la LFI 2024** **une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements locatifs** remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- Ils étaient achevés depuis au moins 40 ans à la date de dépôt de demande d'agrément,
- Ils constituent, depuis au moins 40 ans des logements locatifs sociaux,
- Ils avaient, avant les travaux, un niveau de performance énergétique et environnementale correspondant aux classes E, F ou G,
- Ils ont fait l'objet d'une demande d'agrément délivrée par le représentant de l'Etat dans le département à compter du 1er janvier 2024 pour la réalisation de travaux de rénovation lourde visant à :
  - ✓ **À atteindre une performance énergétique correspondant aux classes A ou B,**
  - ✓ **Respecter les critères de sécurité,**
- Ils ont, à l'issue des travaux un niveau de performance énergétique et environnementale correspondant aux classes A ou B.

La durée de l'exonération est de de 15 ans, elle est portée à 25 ans lorsque la demande d'agrément a été déposée entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2026.

Cette perte de fiscalité pour les collectivités locales (EPCI et communes) sera compensée par l'Etat par un prélèvement sur les recettes de l'Etat.

Cette compensation est déterminée sur toute la durée de l'exonération à partir du taux 2023 (x bases fiscales imposables) de la taxe foncière sur les propriétés bâties de la collectivité.

3.3. L'INTRODUCTION D'UN ÉTAT ANNEXÉ OBLIGATOIRE AU COMPTE ADMINISTRATIF DES COLLECTIVITÉS RELATIF AUX IMPACTS DU BUDGET POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- L'article 191 de la Loi de Finances pour 2024 intègre **une disposition relative aux impacts du budget pour la transition écologique.**

- Cet article qui a été introduit par voie d'amendement, intègre une **disposition relative à la création d'une nouvelle annexe obligatoire intitulé « impact du budget pour la transition écologique » au compte administratif/compte financier unique.**

- Cet état devra être annexé aux comptes administratifs ou aux comptes financiers uniques des collectivités de plus de 3 500 habitants **à compter de l'exercice 2024.**

- **L'état annexé devra intégrer les éléments suivants :**
  - **Une présentation des dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France** (cf Règlement de l'UE 2020/852 du Parlement Européen)

  - **La présentation devra être conforme au modèle** qui sera fixé par arrêté conjoint des ministres des collectivités territoriales et du budget, à l'issue d'une concertation avec les associations d'élus**.**

→Les modalités du présent article seront précisées dans un décret d'application.

3.4. L'INTRODUCTION D'UN ÉTAT ANNEXÉ FACULTATIF AU COMPTE ADMINISTRATIF DES COLLECTIVITÉS RELATIF AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS CONCOURANT A LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- L'article 192 de la LFI 2024 a été introduit par voie d'amendement. Cet article intègre une disposition relative à la création d'une nouvelle annexe facultative au compte administratif/compte financier unique intitulé **« état des engagements financiers concourant à la transition écologique ».**

- Cet état présentera l'évolution, sur l'exercice concerné, du montant de la dette consacré à la couverture des dépenses d'investissement qui, au sein du budget, **contribuent positivement à tout ou partie des objectifs de la transition écologique de la France** (cf Règlement de l'UE 2020/852 du Parlement Européen). **Il devra également être indiqué la part cumulée de cette fraction de dette au sein de l'endettement global de la collectivité.**

- Les collectivités de plus de 3 500 habitants **pourront** à compter de 2024 mettre en place cet état annexe à leurs comptes administratifs ou à leurs comptes financiers uniques sur les engagements financiers écologiques.

- **Les modalités du présent article seront précisées dans un décret d'application.**

3.5 LE COMPTE FINANCIER UNIQUE

- **L'article 242 de la Loi de Finances pour 2019 a introduit le compte financier unique à titre expérimental. Pour rappel le compte financier unique est un document qui remplace le compte administratif établi par l'ordonnateur et le compte de gestion qui est établi par le comptable par un seul document financier unique.**
- Les objectifs de la mise en place du compte financier unique sont :
  - Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable,
  - Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière
  - Améliorer la qualité des comptes.
- **Les collectivités souhaitant participer à l'expérimentation du compte financier unique pouvaient déposer leur candidature jusqu'au 30 juin 2023.** Le déploiement du CFU s'inscrit dans une démarche de dématérialisation de l'ensemble des documents budgétaires (budget primitif, budgets supplémentaires, décisions modificatives). **Le passage à la nomenclature M57** constitue un préalable à l'instauration du compte financier unique.
- L'article 205 de la LFI 2024 apporte des modifications sur l'instauration du compte financier unique, jusqu'à maintenant les collectivités pouvaient en faire l'expérimentation :
  - ✓ **Pour les collectivités qui ont mis en œuvre un CFU au cours de l'exercice 2023, le CFU se substituera au compte administratif et au compte gestion à compter de 2024,**
  - ✓ **Les collectivités devront adopter le CFU au plus tard au titre de l'année 2026. Il se substituera au compte administratif et au compte de gestion.**
- **Le texte précise qu'une fois mis en œuvre au titre d'un exercice, le compte financier unique se substitue de manière définitive au compte administratif ainsi qu'au compte de gestion.**

3.6 L'élargissement du périmètre d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants et l'augmentation des taux d'imposition

- La taxe annuelle sur les logements vacants concernait jusqu'à 2022 les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de cinquante mille habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social.

- Le décret annoncé en LFI 2023 a été publié le 25 août 2023, il vient modifier la liste des communes concernées. Avant la modification du décret 1 449 communes étaient concernées. Le décret étend le périmètre des communes concernées à 2 549 communes. Dans le Département de la Drôme 76 communes sont désormais concernées. **A l'échelle de la CC du Val de Drôme, dix communes sont concernées. Livron-sur-Drôme ne fait pas partie de ce périmètre.**

- Les communes situées dans la liste des collectivités concernées ont la possibilité de mettre en place la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. De plus, les locaux vacants sont soumis à l'imposition de la taxe annuelle sur les logements vacants dont le produit est au bénéfice de l'Etat.

- La Loi de Finances pour 2024 a mis en place une compensation pour perte de recettes sur la taxe sur les logements vacants. Les communes concernées sont celles qui sont entrées depuis la parution du décret dans le périmètre « des zones tendues » et qui levaient la taxe d'habitation sur les logements vacants pour compenser la perte de cette fiscalité.

3.8 L'INSTAURATION DE FILET DE SECURITÉ POUR 2022 ET 2023 AU TITRE DE L'INFLATION

Rappel sur le filet de sécurité :

- L'article 14 de la LFR du 16 août 2022 avait institué au titre de 2022 une dotation à destination des communes et de leurs groupements. Un décret d'application a été publié le 13 octobre 2022.

- La commune de Livron-sur-Drôme était éligible au filet de sécurité 2022, **elle a perçu 354 940 € au titre de cette compensation, une partie a été encaissée au compte administratif 2022 (avance) et le solde (292 k€) au compte administratif 2023.**

- **La Loi de Finances 2023 a institué un filet de sécurité pour l'exercice 2023 dont le périmètre des charges concernent uniquement le périmètre des dépenses énergétiques. Après analyse du compte administratif prévisionnel 2023, la commune ne remplit pas les conditions d'éligibilité du filet de sécurité 2023.**

4. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE

Le budget principal

4.1 LA SITUATION FINANCIÈRE DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE DE LIVRON SUR DRÔME

- Afin d'éclairer le débat sur les orientations budgétaires 2024, et envisager les hypothèses de travail pour les exercices budgétaires futurs, il convient de porter un regard sur l'évolution de la structure budgétaire de la collectivité au vu d'une rétrospective de l'exécution de la période 2013-2023.

- Cette rétrospective s'appuie sur une étude commandée par la municipalité au cabinet Stratorial

- Cette analyse présente les grands équilibres financiers et vise à constater l'évolution des cinq principaux indicateurs de l'analyse financière traduisant la santé financière de la collectivité : les trois niveaux d'épargnes, l'endettement et la capacité de désendettement.

4.2 L'EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT												
en k€	**Δmoy**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Charges à caractère général		1 646	1 787	1 723	1 739	1 771	1 855	2 149	1 822	2 052	2 471	2 604
Evolution	*+4,7%*		*+8,6%*	*-3,6%*	*+0,9%*	*+1,9%*	*+4,7%*	*+15,9%*	*-15,2%*	*+12,6%*	*+20,4%*	*+5,4%*
Charges de personnel nettes des remboursements		4 032	3 896	4 315	4 286	4 136	4 000	4 117	4 177	4 373	*4 887*	*5 159*
Evolution	*+2,5%*		*-3,4%*	*+10,8%*	*-0,7%*	*-3,5%*	*-3,3%*	*+2,9%*	*+1,5%*	*+4,7%*	*+11,8%*	*+5,6%*
Autres charges de gestion courante		905	914	898	785	751	758	814	910	860	829	836
Evolution	*-0,8%*		*+1,0%*	*-1,8%*	*-12,6%*	*-4,4%*	*+0,9%*	*+7,5%*	*+11,8%*	*-5,5%*	*-3,5%*	*+0,8%*
Péréquation horizontale		0	3	9	29	38	53	40	39	43	48	52
Evolution	*n/a*		*n/a*	*+211,0%*	*+211,3%*	*+29,8%*	*+39,8%*	*-24,6%*	*-3,2%*	*+10,2%*	*+11,8%*	*+9,2%*
Charges d'intérêts		282	304	281	233	217	205	205	189	174	163	170
Evolution	*-5,0%*		*+7,7%*	*-7,7%*	*-16,8%*	*-7,0%*	*-5,7%*	*-0,1%*	*-7,7%*	*-7,9%*	*-6,5%*	*+4,4%*
Autres charges		31	28	25	61	36	42	20	21	74	15	29
Evolution	*-0,4%*		*-7,9%*	*-12,8%*	*+145,9%*	*-40,8%*	*+18,1%*	*-51,7%*	*+1,4%*	*+256,0%*	*-79,6%*	*+94,8%*
Charges de fonctionnement		**6 895**	**6 933**	**7 251**	**7 133**	**6 949**	**6 914**	**7 345**	**7 157**	**7 576**	**8 414**	**8 850**
Evolution	*+2,5%*		*+0,5%*	*+4,6%*	*-1,6%*	*-2,6%*	*-0,5%*	*+6,2%*	*-2,6%*	*+5,8%*	*+11,1%*	*+5,2%*

- D'après le CA 2023, les charges de fonctionnement s'élèvent à 8 850 K€. Elles augmentent +1,9M€ sur la période 2013-2023, soit + 2,5 % en moyenne par an. Le compte administratif 2022 avait été marqué par une évolution importante des charges de fonctionnement (+838 k€) dont les évolutions étaient localisées sur les charges de personnel nettes des remboursements (+515 k€) et les charges à caractère général (+419 k€).

- L'exercice 2023 est marqué par un développement de +5,2% des charges de fonctionnement. **60% de cette augmentation est localisée sur les charges de personnel nettes des remboursements et découle principalement des mesures gouvernementales prises en matière de rémunération des agents en 2022 et 2023** (deux revalorisations de l'indice de rémunérations des agents intervenues en juillet 2022 et 2023, revalorisation des échelons des catégories B et C, revalorisations du SMIC, etc..)

- Les dépenses de fonctionnement de la commune s'élèvent à 945 € par habitant en 2022, contre 1 104 € par habitant pour la strate.

4.2 L'EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Focus sur le développement des charges de gestion entre 2021 et 2023

CHARGES A CARACTERE GENERAL				Ecart 2021-2023		Ecart 2022-2023	
en k€	2021	2022	2023	En €	En %	En €	En %
Fluides (eau/ass, électricité, chauffage, etc.)	409	783	726	318	77,76%	-57	-7,22%
Carburants	31	41	41	11	34,95%	1	1,29%
Alimentation	5	9	11	6	135,01%	2	27,41%
Fournitures d'entretien et de petit équipement	139	120	136	-3	-2,50%	15	12,78%
Fournitures et livres	73	70	62	-11	-14,49%	-8	-11,60%
Contrats de prestations de services	278	315	382	104	37,42%	67	21,27%
Entretien et réparations, maintenance	385	331	357	-28	-7,22%	26	7,93%
Locations et charges locatives	122	126	136	14	11,04%	10	7,83%
Assurances	61	70	98	37	60,01%	27	39,01%
Honoraires et études	38	55	53	15	39,99%	-2	-3,25%
Publicité, publications, relations publiques	92	108	101	9	9,65%	-7	-6,79%
Transports de biens et transports collectifs	16	19	31	15	96,46%	11	58,73%
Déplacements, missions et réceptions	82	78	76	-6	-7,89%	-3	-3,40%
Frais postaux et de télécommunications	75	68	55	-20	-27,14%	-13	-19,36%
Remboursements de frais	24	33	83	59	246,03%	51	153,88%
Impôts et taxes	26	31	30	4	16,71%	-1	-3,50%
Autres charges à caractère général	197	213	226	29	14,59%	13	6,15%
Charges à caractère général	**2 052**	**2 471**	**2 604**	**552**	**26,88%**	**133**	**5,39%**

		2021	2022	2023
60611	Eau et assainissement	29	42	51
60612	Énergie - Électricité	233	395	397
60613	Chauffage urbain	124	315	254
60621	Combustibles	22	31	24
60622	Carburants	31	41	41

- Le chapitre des charges à caractère général a augmenté de +552 K€ entre 2021 et 2023 et +133 K€ entre 2022 et 2023.
- Entre 2021 et 2023, la progression est portée majoritairement par les dépenses relatives aux fluides (principalement l'électricité et le chauffage urbain). En 2023, les charges relatives aux fluides diminuent de 57 K€ (part rapport à 2022).
- Les charges de personnel, nettes des remboursements ont augmenté de 786 K€ entre 2021 et 2023 et +271 K€ entre 2022 et 2023. Ceci est lié à 3 facteurs :
  - Les recrutements intervenus en 2022,
  - Les mesures gouvernementales (majoration à deux reprises de l'indice de rémunération des agents, revalorisation des catégories B et C de certains échelons, revalorisation du SMIC,
  - Une réduction des remboursements sur les absences en 2022 (7 k€ contre environ 200 k€ par an sur la période 2021 et 2022)
- Contrairement au filet de sécurité 2022, la Ville ne devrait pas être éligible au filet de sécurité 2024. En effet, les dépenses d'approvisionnement de la commune diminuent en 2023 et l'épargne a augmenté.

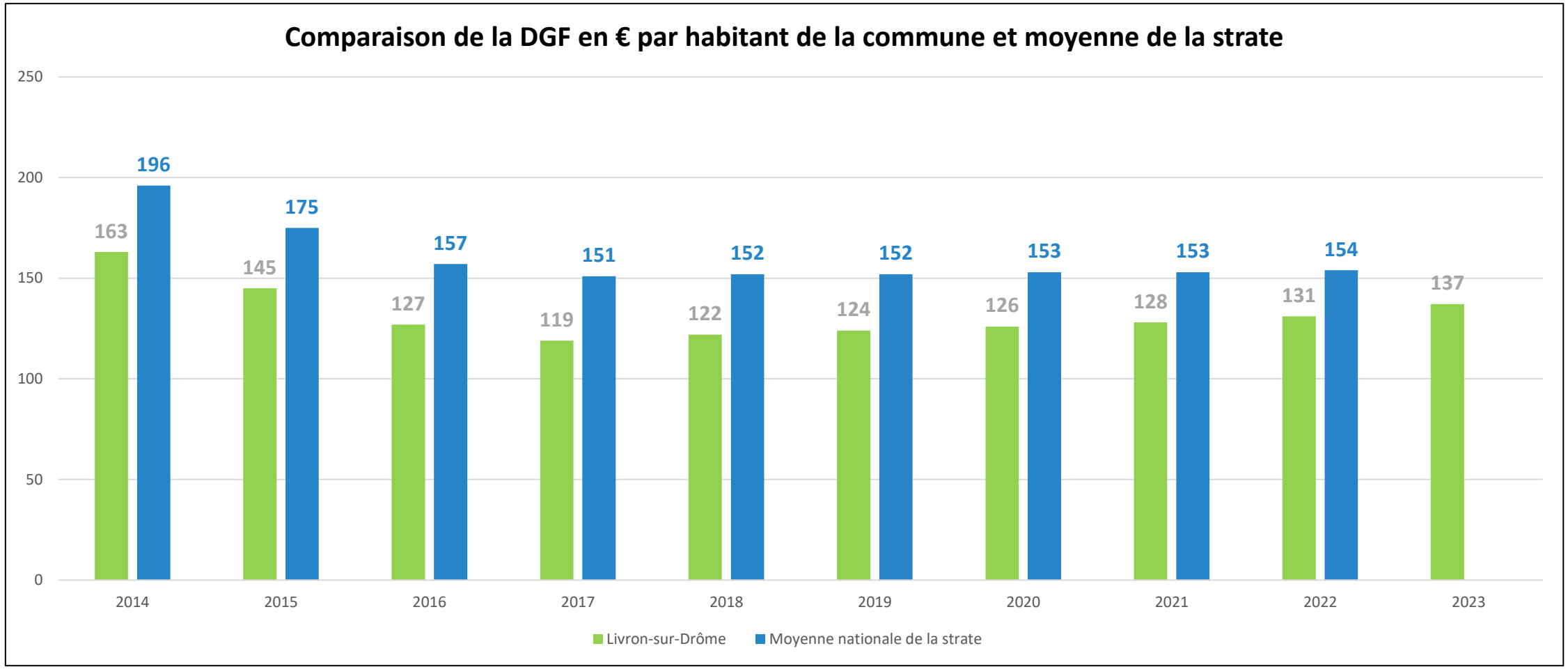
k€				Ecart 2021-2023		Ecart 2022-2023	
	2021	2022	2023	K€	%	K€	%
Rémunérations du personnel titulaire	2 734	2 767	2 849	114	4,18%	81	2,94%
Rémunérations du personnel non titulaire	242	694	718	476	196,31%	24	3,42%
Rémunérations emplois d'insertion et apprentis	26	23	8	-18	-69,81%	-15	-66,04%
Personnel extérieur au service	99	120	82	-17	-17,10%	-38	-31,43%
Charges sociales et impôts sur rémunérations	1 466	1 504	1 511	44	3,01%	6	0,43%
Charges de personnel	**4 568**	**5 108**	**5 167**	**599**	**13,12%**	**59**	**1,15%**
Charges de personnel	4 568	5 108	5 166	598	13,10%	58	1,13%
Atténuations de charges	195	221	7	-188	-96,22%	-214	-96,66%
Charges de personnel nettes des remboursements	**4 373**	**4 887**	**5 159**	**786**	**17,98%**	**271**	**5,55%**

4.3 L'EVOLUTION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT												
en k€	**Δmoy**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Contributions directes		3 603	3 708	3 822	3 830	3 886	3 983	4 067	4 151	4 390	4 760	6 029
	+5,3%		*+2,9%*	*+3,1%*	*+0,2%*	*+1,5%*	*+2,5%*	*+2,1%*	*+2,1%*	*+5,8%*	*+8,4%*	*+26,7%*
Reversements de fiscalité		1 367	1 380	1 376	1 256	1 047	995	928	928	928	924	924
Evolution	*-3,8%*		*+0,9%*	*-0,3%*	*-8,7%*	*-16,6%*	*-5,0%*	*-6,8%*	*0%*	*0%*	*-0,4%*	*0%*
Autres recettes fiscales		428	472	465	494	500	493	503	498	608	603	559
Evolution	*+2,7%*		*+10,3%*	*-1,6%*	*+6,3%*	*+1,2%*	*-1,4%*	*+2,2%*	*-1,2%*	*+22,3%*	*-0,9%*	*-7,4%*
Dotations et versements de l'Etat		1 812	1 803	1 633	1 459	1 474	1 418	1 412	1 483	1 390	1 462	1 460
Evolution	*-2,1%*		*-0,5%*	*-9,4%*	*-10,6%*	*+1,0%*	*-3,8%*	*-0,5%*	*+5,0%*	*-6,3%*	*+5,2%*	*-0,1%*
Ressources liées à la péréquation horizontale		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27
Evolution	*n/a*		*n/a*	*n/a*	*n/a*	*n/a*	*n/a*	*n/a*	*n/a*	*n/a*	*n/a*	*n/a*
Subventions et participations des partenaires		483	505	527	419	208	173	151	135	108	192	511
Evolution	*+0,6%*		*+4,5%*	*+4,2%*	*-20,4%*	*-50,3%*	*-17,0%*	*-12,5%*	*-10,6%*	*-19,8%*	*+76,6%*	*+167,0%*
Produit des services, du domaine et ventes diverses		463	458	478	488	423	489	588	452	563	651	784
Evolution	*+5,4%*		*-1,3%*	*+4,4%*	*+2,0%*	*-13,3%*	*+15,7%*	*+20,2%*	*-23,2%*	*+24,7%*	*+15,6%*	*+20,5%*
Autres produits		178	228	213	226	216	196	243	174	169	176	202
Evolution	*+1,3%*		*+28,1%*	*-6,5%*	*+6,0%*	*-4,4%*	*-9,2%*	*+23,8%*	*-28,1%*	*-3,3%*	*+4,6%*	*+14,7%*
Total des produits de fonctionnement		**8 335**	**8 553**	**8 514**	**8 172**	**7 755**	**7 748**	**7 892**	**7 821**	**8 157**	**8 768**	**10 497**
Evolution	*+2,3%*		*+2,6%*	*-0,5%*	*-4,0%*	*-5,1%*	*-0,1%*	*+1,9%*	*-0,9%*	*+4,3%*	*+7,5%*	*+19,7%*

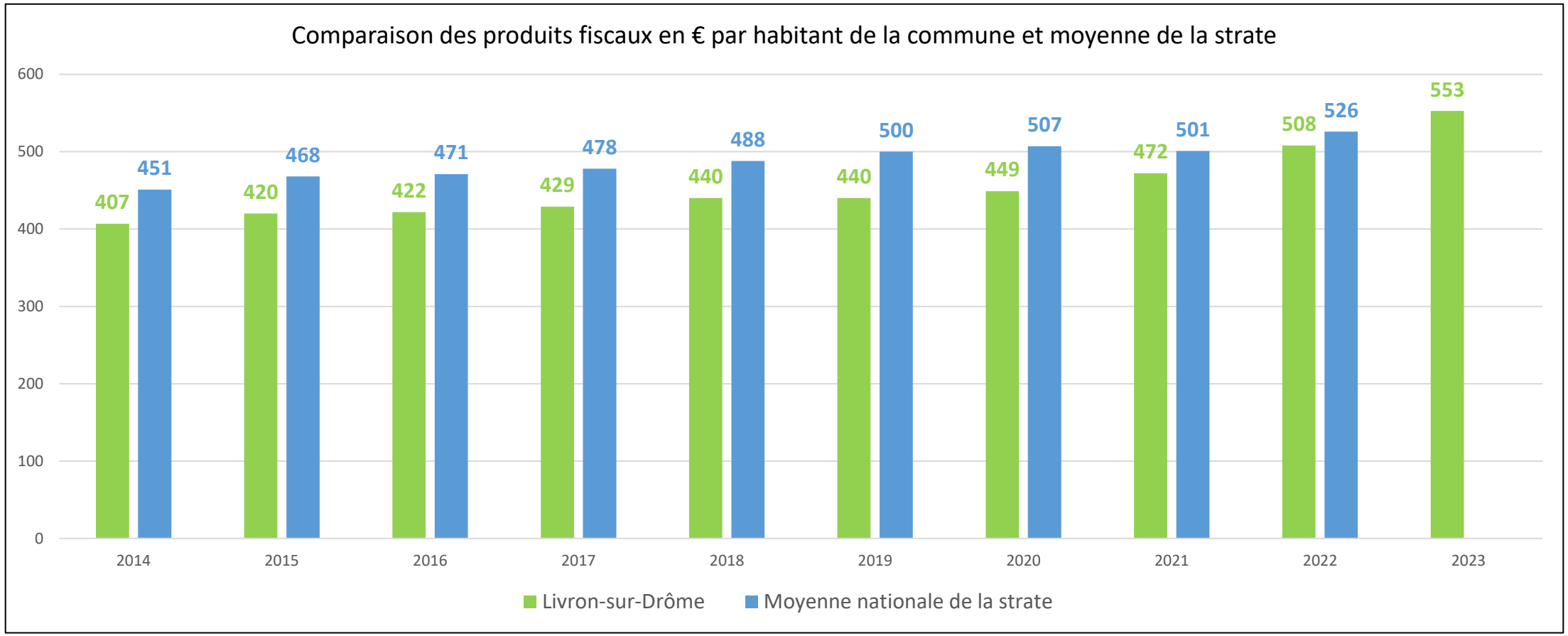
- Les produits de fonctionnement sont peu dynamiques entre 2013 et 2022 (+0,4 % en moyenne par an).
- L'exercice 2023 est marqué par **un dynamisme des produits de +19,7 % par rapport 2022 soit +1,7 M€**. Ce développement s'explique :
  - Par le dynamisme de la fiscalité (contributions directes), concrétisé notamment par la perception d'un rôle supplémentaire important
  - Par le développement du produit des services (loisirs, social, scolaires/périscolaires, et des remboursements pour la mise à disposition de personnel à la CCVD et aux budgets annexes),
  - Par le développement des subventions perçues par la CAF et par l'encaissement du solde du filet de sécurité 2022 (292 k€).

4.3 LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT €/HABITANT



- La DGF en € par habitant de la commune est **inférieure à la moyenne de la strate**.
- En 2023, la DGF de la commune **a légèrement progressé** par rapport à 2022 du fait de l'augmentation des enveloppes composantes de la dotation globale de fonctionnement.

4.3 LE PRODUIT DES TROIS TAXES EN EURO PAR HABITANT



- Le produit des trois taxes directes locales de la commune augmente sur la période, il s'élève à 553 €/habitant en 2023. Le dynamisme des produits fiscaux résulte de l'évolution physique des bases.

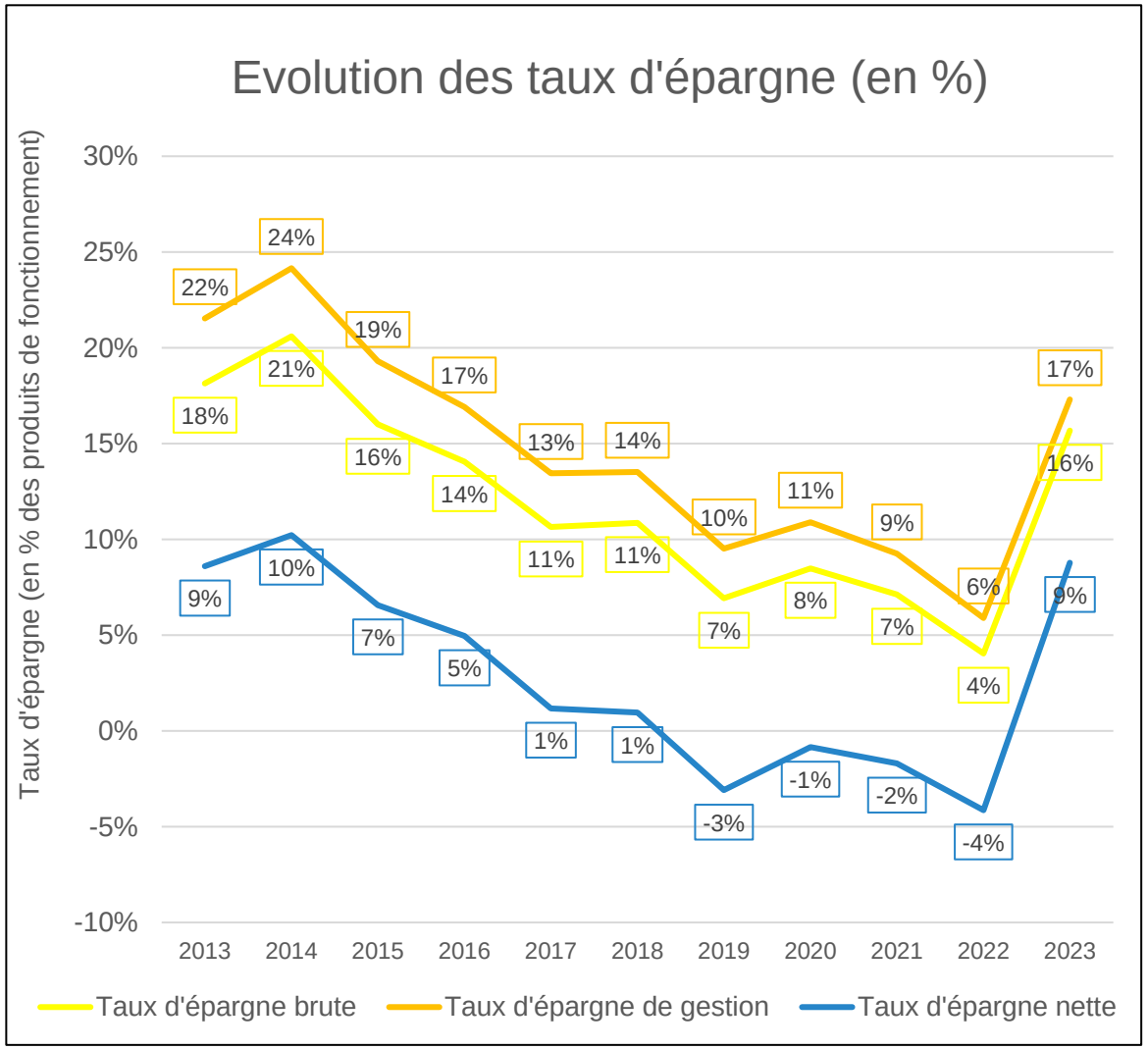
4.3 LE PRODUIT DES TROIS TAXES EN EURO PAR HABITANT

Evolution détaillée sur la fiscalité directe

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Evol annuelle moy 2014-2023	Evol annuelle moy 2021-2023	Taux moyen nationaux de la strate
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	Bases	14 075 209	14 634 265	14 355 498	14 572 481	14 905 020	15 107 574	15 341 456	710 753	771 272	953 221	-25,85%	15,81%	
	Taux	11,95%	11,95%	11,95%	11,95%	11,95%	11,95%	11,95%	11,95%	11,95%	11,95%	0,00%	0,00%	15,69 %
	Produit	**1 681 937**	**1 748 792**	**1 715 503**	**1 741 455**	**1 781 137**	**1 805 381**	**1 833 374**	**79 243**	**92 167**	**113 910**	**-25,85%**	**19,89%**	
Taxe foncière sur les propriétés bâties	Bases	10 298 139	10 545 494	10 695 324	10 863 980	11 123 299	11 441 685	11 727 448	11 665 153	12 172 966	12 921 015	2,55%	5,25%	
	Taux	17,71%	17,71%	17,71%	17,71%	17,71%	17,71%	17,71%	33,22%	34,97%	34,97%	7,85%	2,60%	39,45 %
	Produit émis	**1 823 820**	**1 867 537**	**1 894 203**	**1 924 326**	**1 969 051**	**2 026 322**	**2 078 196**	**3 877 544**	**4 258 638**	**4 519 808**	10,61%	7,96%	
	Coefficient correcteur								1,0446	1,0446	1,0446	n/a	0,00%	
	Effet du coefficient correcteur								177 828	185 421	195 483	n/a	4,85%	
	Produit perçu	**1 823 820**	**1 867 537**	**1 894 203**	**1 924 326**	**1 969 051**	**2 026 322**	**2 078 196**	**4 055 372**	**4 444 059**	**4 715 291**	**11,13%**	**7,83%**	
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	Bases	342 300	343 037	342 158	343 680	346 495	352 764	356 424	355 426	367 538	407 875	1,97%	7,12%	
	Taux	56,83%	56,83%	56,83%	56,83%	56,83%	56,83%	56,83%	56,83%	56,83%	56,83%	0,00%	0,00%	52,51 %
	Produit	**194 576**	**194 993**	**194 474**	**195 346**	**196 965**	**200 530**	**202 592**	**201 989**	**208 872**	**231 795**	**1,96%**	**7,12%**	
Total des produits fiscaux		3 700 333	3 811 322	3 804 180	3 861 127	3 947 153	4 032 233	4 114 162	4 336 604	4 745 098	5 060 996	3,54%	8,03%	
Rôles supplémentaires		7 361	11 036	26 239	25 235	36 336	34 977	37 041	53 669	15 139	968 359	71,97%	324,77%	
Contributions directes		**3 707 694**	**3 822 358**	**3 830 419**	**3 886 362**	**3 983 489**	**4 067 210**	**4 151 203**	**4 390 273**	**4 760 237**	**6 029 355**	**5,55%**	**17,19%**	

Entre 2014 et 2023, les contributions directes ont augmenté de +5,55 % en moyenne par an.
Sur la période 2021-2023, les contributions ont connu une augmentation annuelle moyenne de 8 % par an en moyenne, ce développement résulte de l'évolution des bases (revalorisation forfaitaire des bases et évolution physique des bases) et de l'augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties votée en 2022.
A noter que les taux moyens nationaux de la strate sont supérieurs aux taux votés par la commune au titre de la THRS et de la TFPB ce qui explique que l'effort fiscal de la commune soit légèrement inférieur à celui de la strate.

4.4 EVOLUTION DES NIVEAUX D'EPARGNE

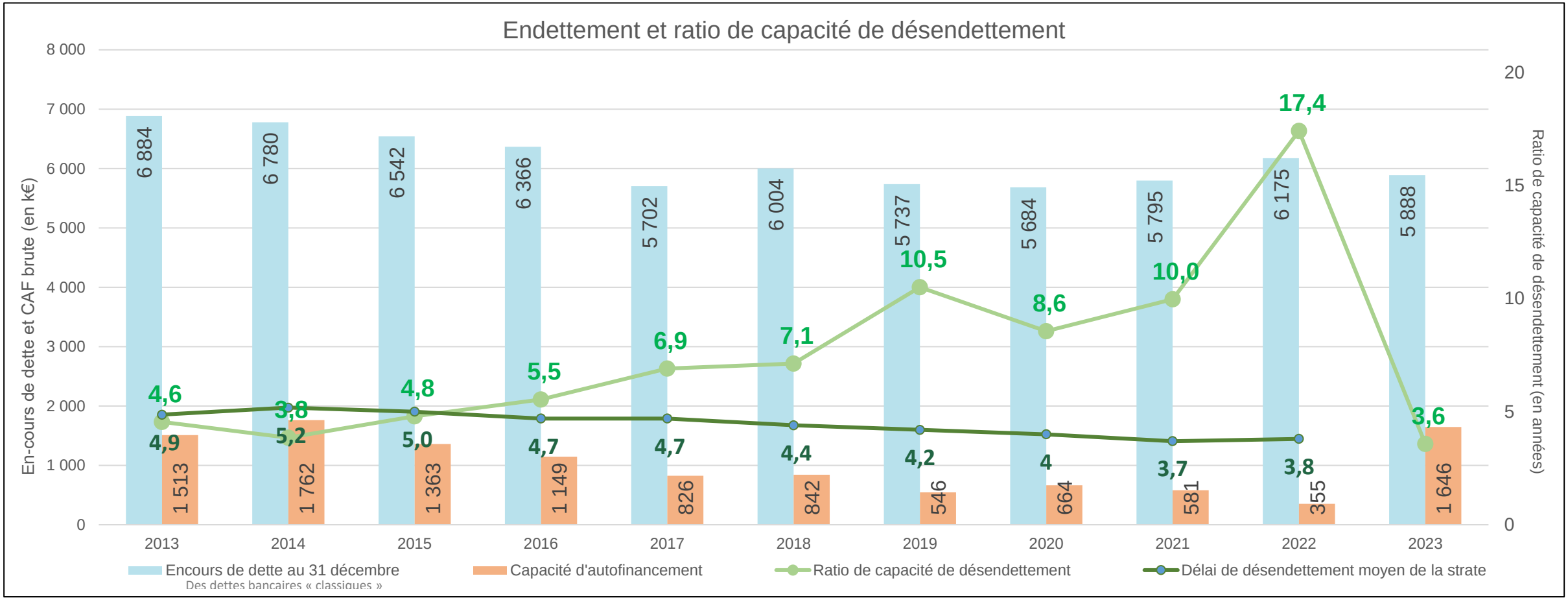


Le taux d'épargne brute diminue chaque année depuis 2015. Depuis 2019 il est inférieur au seuil minimal recommandé (10 %) et équivalent au seuil d'alerte des services de l'Etat (5%). En 2023, il revient aux niveaux constatés en 2013/2014.

4.5 LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS ET LE NIVEAU D'ENDETTEMENT

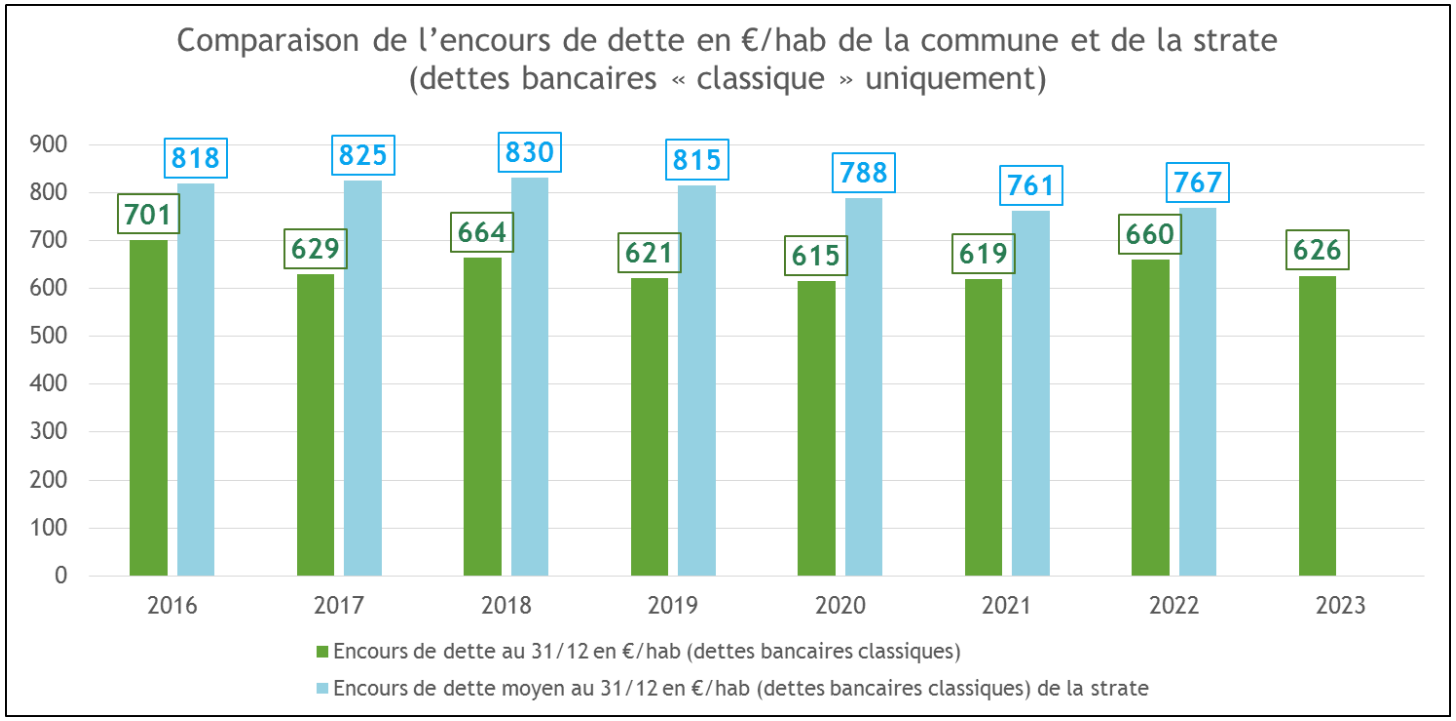
SYNTHESE												
en k€	Δmoy ou moyenne	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Epargne de gestion	*+0%*	1 795	2 066	1 643	1 382	1 043	1 047	751	853	755	517	1 816
Charges d'intérêts	*-5%*	282	304	281	233	217	205	205	189	174	163	170
Epargne Brute	*+0,9%*	1 513	1 762	1 363	1 149	826	842	546	664	581	355	1 646
Remboursement du capital	*-0,9%*	796	887	803	744	734	768	791	730	719	717	724
Epargne Nette	*+2,6%*	717	874	560	405	91	74	-244	-67	-138	-362	922
Dépenses d'investissement	*1 933*	3 413	2 258	1 159	1 411	1 457	2 264	1 862	2 138	2 955	1 538	811
Dont dépenses d'équipement	*1 924*	3 406	2 258	1 155	1 406	1 456	2 262	1 862	2 138	2 955	1 490	781
Recettes d'investissement	*1 103*	1 039	1 095	624	569	610	795	2 683	1 106	1 591	1 011	1 013
Besoin de financement des investissements	***830***	**2 374**	**1 163**	**535**	**842**	**847**	**1 470**	**-821**	**1 032**	**1 365**	**526**	**-202**
Epargne brute	*1 022*	1 513	1 762	1 363	1 149	826	842	546	664	581	355	1 646
Variation de dette	*-217*	-571	-165	-303	-244	-734	232	-341	-130	31	218	-374
Variation du fonds de roulement	*-24*	-1 432	433	525	63	-755	-396	1 027	-499	-753	46	1 474
Epargne nette	*258*	717	874	560	405	91	74	-244	-67	-138	-362	922
Emprunts nouveaux	*548*	225	722	500	500	0	1 000	450	600	750	934	350
Variation du fonds de roulement	*-24*	-1 432	433	525	63	-755	-396	1 027	-499	-753	46	1 474
FdR au 31/12	*1 149*	742	1 181	1 699	1 785	1 013	628	1 661	1 161	410	455	1 905
En-encours de dette au 31/12 (dettes bancaires classiques uniquement)	*6 142*	6 884	6 780	6 542	6 366	5 702	6 004	5 737	5 684	5 795	6 175	5 888
Ratio de capacité de désendettement	7,5	4,6	3,8	4,8	5,5	6,9	7,1	10,5	8,6	10,0	17,4	**3,6**
Taux d'épargne brute	12,1%	18,1%	20,6%	16,0%	14,1%	10,6%	10,9%	6,9%	8,5%	7,1%	4,0%	15,7%

4.6 EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT



- L'encours de dette diminue de 1,5 M€ sur la période du 31/12/2013 au 31/12/2023,
- Le travail réalisé par les services sur les emprunts a permis de stabiliser le ratio sur les exercices 2020 et 2021. **En 2023, le ratio de capacité de désendettement est rétabli (3,6 années) en raison du niveau élevé de l'épargne.**

4.6 ENCOURS DE DETTE EN €/HAB



- En 2023, l'encours de dette s'élève à 626 € par habitant. Cette valeur reste inférieure à la moyenne de la strate (2022= dernière donnée disponible).
- A noter que les comparaisons avec la moyenne de la strate peuvent permettre aux élus de se situer par rapport aux communes semblables en terme de taille de population uniquement.
- La commune de Livron-sur-Drôme a pour spécificité d'être un bourg de centralité dans un territoire à dominance rurale caractérisant son niveau de charge et ses besoins en terme d'équipement.

4.7 DECOMPOSITION DU PROFIL DE DETTE DU BUDGET PRINCIPAL

- Au 31/12/2023, l'encours de dette du budget principal s'élève à 6 788 k€ dont :
  - 5 888 k€ d'encours de dette bancaire dites « classique »,
  - 864 k€ d'encours de dette issus d'emprunt assorti d'une option de tirage sur ligne de trésorerie,
  - 35k€ d'autres dettes de la CC du Val de Drôme en Biovallée.

- L'ensemble de l'encours de dette dites « classique » du budget principal est classé en catégorie A-1 d'après la Charte Gissler.

- L'encours de dette relatif aux emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie compte 5 emprunts qui sont tous à taux variable. La durée résiduelle de remboursement est de 7,7 année. Ces lignes de trésorerie sont indexées à l'EURIBOR 3 mois et en catégorie A-1 de la charte Gissler.

4.8 DES EMPRUNTS RENÉGOCIÉS

- Comme en 2021, l'exercice 2022 avait été marqué par un travail sur la dette du budget principal de la collectivité

- Au cours du mois d'août 2022, la commune a procédé à la renégociation de 5 contrats de prêts.

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)	
						Contrat initial			Contrat renégocié						
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié
67/253273	15/11/2007	01/08/2022	CAISSE FRANCAISE FINANCEMENT L	0,00	9,58	F		4,765	F	TAUX FIXE	1,480	600 000,00	813 937,71	P A	C T
88/281585	16/12/2013	01/08/2022	CAISSE FRANCAISE FINANCEMENT L	0,00	9,58	F		3,548	F	TAUX FIXE	1,480	500 000,00	813 937,71	P T	C T
90/500536	11/07/2014	01/08/2022	CAISSE FRANCAISE FINANCEMENT L	0,00	9,58	F		2,996	F	TAUX FIXE	1,480	145 000,00	91 546,32	P T	C T
90/500536	11/07/2014	01/08/2022	CAISSE FRANCAISE FINANCEMENT L	0,00	9,58	F		2,996	F	TAUX FIXE	1,480	259 000,00	163 520,65	P T	C T
90/500536	11/07/2014	01/08/2022	CAISSE FRANCAISE FINANCEMENT L	0,00	9,58	F		2,996	F	TAUX FIXE	1,480	96 000,00	60 609,97	P T	C T
Total												1 600 000,00	1 943 552,36		

SYNTHÈSE

La situation financière de la collectivité s'améliore en 2023 :

- Les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de 5,2% entre 2022 et 2023, sur la période 2013-2022, elles ont augmentés de +2,5 % en moyenne chaque année.
- Les produits de fonctionnement ont connu un dynamisme de +7,5 % entre 2021 et 2022 lié pour partie au relèvement du taux de foncier bâti (+1,75 point de taux +5,27 %). **L'année 2023 est marquée par la perception de recettes complémentaire de 968 K€ correspondant aux rôles supplémentaires.**
- Le taux d'épargne brute s'élève à 15,7% en 2023.
- La collectivité a renégocié une partie de sa dette et refinancé un emprunt en 2021 et 2022, ceci lui permet d'étaler sa dette et de bénéficier des taux d'intérêt plutôt faibles du marché bancaire. Ce levier ne pourra plus être mobilisé à partir de 2023 en raison de l'augmentation importante des taux d'intérêt depuis le printemps 2022.

5. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE

Le budget annexe de l'assainissement collectif

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF : taux de couverture du service

La commune a délégué à la SAUR la gestion du service communal de l'assainissement collectif.

La commune dispose d'un budget annexe dédié à ce service public industriel et commercial. **Le coût du service s'établit à 387 k€ en 2023, il a augmenté de 55 k€ par rapport à 2022.**

Le taux de couverture est supérieur à 100 % sur la période 2014-2022 cela signifie que le tarif permet de couvrir le coût du service. Il serait nécessaire de croiser l'état de l'actif et les dotations aux amortissements enregistrées au compte administratif pour s'assurer pleinement que le tarif couvre le coût du tarif. **Attention, en 2023, le coût du service était inférieur à 100 % (94%).**

L'encours de dette s'établit à 2,3 M€ au 31/12/2023, rapporté à l'épargne brute il en découle un ratio de capacité de désendettement de 13 ans. Ce niveau est élevé mais en baisse par rapport à la situation 2013/2018. De surcroît l'appréciation du ratio de capacité de désendettement des budgets annexes des services publics industriels et commerciaux est plus souple que pour un budget principal en raison de la durée et de la nature des investissements réalisés au titre de ses services spécifiques.

Le coût du service tient compte des charges d'exploitation, des charges de l'annuité de la dette et du renouvellement du patrimoine par le biais de la dotation aux amortissements nettes des reprises.

COUVERTURE DU COÛT DU SERVICE										
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Charges d'exploitation hors intérêts de la dette (1)	53	52	44	33	49	38	110	36	38	95
Intérêts de la dette (2)	148	145	139	135	131	127	123	118	113	108
Dotations aux amortissements nettes des reprises (3)	169	170	178	177	178	180	179	180	181	184
Autofinancement complémentaire (si RK>DAP) (4)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL Coût du service (5) = somme de (1) à (4)	**370**	**366**	**361**	**346**	**358**	**345**	**412**	**334**	**332**	**387**
Produits hors redevance assainissement (6)	106	146	85	81	97	67	120	69	87	153
Coût restant à couvrir (7) = (5) - (6)	**264**	**221**	**276**	**264**	**262**	**278**	**292**	**265**	**245**	**234**
Redevances assainissement (8)	**345**	**250**	**240**	**273**	**270**	**342**	**419**	**323**	**304**	**220**
TAUX DE COUVERTURE DU SERVICE (9) = (7) / (8)	**131%**	**113%**	**87%**	**103%**	**103%**	**123%**	**144%**	**122%**	**124%**	**94%**

SYNTHESE												
en k€	Δmoy	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits d'exploitation	*+0,0%*	**372**	**451**	**396**	**325**	**354**	**367**	**409**	**539**	**392**	**391**	**372**
Charges d'exploitation	*-0,9%*	**221**	**201**	**197**	**183**	**168**	**180**	**165**	**233**	**154**	**151**	**203**
Epargne brute	***+1,2%***	**151**	**249**	**199**	**142**	**186**	**186**	**244**	**306**	**239**	**240**	**169**
Remboursement du capital	*+3,4%*	86	96	99	96	100	104	107	111	114	118	120
Epargne nette	*-2,7%*	**65**	**153**	**100**	**46**	**86**	**83**	**137**	**195**	**125**	**122**	**49**
Dépenses d'investissement	*-16,5%*	263	67	3	6	0	115	50	30	21	254	44
Recettes d'investissement	*-100,0%*	60	45	36	1	0	19	0	0	0	0	0
Besoin de financement	*-14,3%*	**203**	**23**	**-33**	**5**	**0**	**96**	**50**	**30**	**21**	**254**	**44**
Epargne nette	*-2,7%*	65	153	100	46	86	83	137	195	125	122	49
Emprunts nouveaux	*-100,0%*	210	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement	*-22,4%*	**71**	**131**	**133**	**40**	**86**	**-13**	**87**	**165**	**104**	**-132**	**6**
Epargne brute	***+1,2%***	**151**	**249**	**199**	**142**	**186**	**186**	**244**	**306**	**239**	**240**	**169**
Variation de dette	*-199,7%*	124	-96	-99	-96	-100	-104	-107	-111	-114	-118	-120
Variation du fonds de roulement		**71**	**131**	**133**	**40**	**86**	**-13**	**87**	**165**	**104**	**-132**	**6**
Fonds de roulement au 31/12	*n/a*	-200	-69	65	105	191	178	264	429	541	402	407
En-cours de dette au 31/12	*-3,8%*	3 344	3 248	3 149	3 053	2 953	2 849	2 742	2 631	2 517	2 399	2 279
Ratio de capacité de désendettement	*-4,9%*	**22**	**13**	**16**	**22**	**16**	**15**	**11**	**9**	**11**	**10**	**13**

6. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE

Le budget annexe de l'eau potable

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE : taux de couverture du service

La commune a délégué à la SAUR la gestion du service communal de l'eau potable.

La commune dispose d'un budget annexe dédié à ce service public industriel et commercial. **Le coût du service s'établit à 400 k€ en 2023, il a augmenté de 31 k€ par rapport à 2022.**

Le taux de couverture est supérieur à 100 % sur la période 2019-2022 cela signifie que le tarif permet de couvrir le coût du service. Il serait nécessaire de croiser l'état de l'actif et les dotations aux amortissements enregistrées au compte administratif pour s'assurer pleinement que le tarif couvre le coût du tarif. **En 2023, le coût du service est équivalent à 100 % (99%).**

L'encours de dette s'établit à 2,9 M€ au 31/12/2023, rapporté à l'épargne brute il en découle un ratio de capacité de désendettement de 16 ans. Ce niveau est élevé mais en baisse par rapport à la situation 2013/2018. De surcroît l'appréciation du ratio de capacité de désendettement des budgets annexes des services publics industriels et commerciaux est plus souple que pour un budget principal en raison de la durée et de la nature des investissements réalisés au titre de ses services spécifiques.

Le coût du service tient compte des charges d'exploitation, des charges de l'annuité de la dette et du renouvellement du patrimoine par le biais de la dotation aux amortissements nettes des reprises.

COUVERTURE DU COÛT DU SERVICE										
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Charges d'exploitation hors intérêts de la dette (1)	66	75	71	50	61	56	46	60	67	96
Intérêts de la dette (2)	167	162	156	150	144	137	132	127	119	113
Dotations aux amortissements nettes des reprises (3)	110	112	191	190	189	190	187	187	184	191
Autofinancement complémentaire (si RK>DAP) (4)	-35	-38	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL Coût du service (5) = somme de (1) à (4)	**309**	**312**	**418**	**390**	**394**	**383**	**364**	**374**	**369**	**400**
Produits hors redevance eau (6)	1	1	4	0	0	0	0	0	0	0
Coût restant à couvrir (7) = (5) - (6)	**308**	**311**	**415**	**390**	**394**	**383**	**364**	**374**	**369**	**400**
Redevances eau (8)	**609**	**405**	**380**	**388**	**355**	**449**	**385**	**423**	**401**	**396**
TAUX DE COUVERTURE DU SERVICE (9) = (7) / (8)	**198%**	**130%**	**92%**	**99%**	**90%**	**117%**	**106%**	**113%**	**109%**	**99%**

SYNTHESE												
en k€	Δmoy	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits d'exploitation	*+1,7%*	**335**	**609**	**405**	**384**	**388**	**355**	**449**	**385**	**423**	**401**	**396**
Charges d'exploitation nettes	*+0,6%*	**196**	**233**	**237**	**227**	**200**	**205**	**193**	**178**	**187**	**186**	**209**
Epargne brute	***+3,1%***	**138**	**376**	**168**	**157**	**188**	**150**	**256**	**207**	**236**	**216**	**187**
Remboursement du capital	*+4,7%*	117	145	150	146	152	157	159	166	171	178	184
Epargne nette	*-18,3%*	**22**	**231**	**18**	**11**	**36**	**-8**	**96**	**42**	**65**	**38**	**3**
Dépenses d'investissement	*-25,1%*	561	110	21	10	7	226	131	100	27	3	31
Recettes d'investissement	*-27,2%*	187	94	35	10	10	86	103	8	7	8	8
Besoin de financement	*-24,2%*	**375**	**16**	**-13**	**0**	**-2**	**140**	**28**	**93**	**20**	**-5**	**24**
Epargne nette	*-18,3%*	22	231	18	11	36	-8	96	42	65	38	3
Emprunts nouveaux	*-100,0%*	717	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement	*-175,1%*	**364**	**215**	**31**	**11**	**39**	**-148**	**68**	**-51**	**45**	**43**	**-21**
Epargne brute	***+3,1%***	**138**	**376**	**168**	**157**	**188**	**150**	**256**	**207**	**236**	**216**	**187**
Variation de dette	*-188,9%*	600	-145	-150	-146	-152	-157	-159	-166	-171	-178	-184
Variation du fonds de roulement		**364**	**215**	**31**	**11**	**39**	**-148**	**68**	**-51**	**45**	**43**	**-21**
Fonds de roulement au 31/12	*+15,7%*	71	286	317	328	367	219	288	237	282	324	304
En-cours de dette au 31/12	*-100,0%*	4 371	4 227	4 077	3 931	3 779	3 622	3 462	3 297	3 125	2 947	2 927
Ratio de capacité de désendettement	*-100,0%*	**32**	**11**	**24**	**25**	**20**	**24**	**14**	**16**	**13**	**14**	**16**

7. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE

Le budget annexe assainissement non collectif (SPANC)

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

Le budget annexe du SPANC porte quelques dépenses d'exploitation (charges de personnel principalement).

Ces dépenses sont remboursées par l'encaissement des redevances d'assainissement non-collectif en fonction des interventions sollicitées par les usagers.

Le fonds de roulement est de 1 k€ fin 2023.

Le budget annexe du SPANC ne porte pas de dettes.

SYNTHESE												
en k€	Δmoy ou Moyenne	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits d'exploitation	***-9,5%***	**2**	**2**	**1**	**1**	**2**	**2**	**3**	**2**	**1**	**2**	**1**
Produits des services	*-4,7%*	1	2	1	1	2	2	3	2	1	2	1
Charges d'exploitation	***-8,1%***	**2**	**2**	**2**	**1**	**1**	**1**	**2**	**2**	**2**	**2**	**1**
Charges à caractère général	*-10,4%*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges de personnel nettes des remboursements	*-7,4%*	2	2	2	1	1	1	2	2	2	2	1
Autres charges de gestion courante	*-100,0%*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Epargne brute	***n/a***	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**-1**	**0**	**0**
Remboursement du capital	*n/a*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Epargne nette	***n/a***	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**-1**	**0**	**0**
Dépenses d'investissement	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'investissement	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Besoin de financement	*0*	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Epargne nette	*0*	0	0	0	0	1	1	0	0	-1	0	0
Emprunts nouveaux	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement	*0*	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**-1**	**0**	**0**
Epargne brute	*0*	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**-1**	**0**	**0**
Variation de dette	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement	*0*	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**-1**	**0**	**0**
Fonds de roulement au 31/12	*1*	0	0	0	0	1	2	2	2	1	1	1
En-cours de dette au 31/12	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ratio de capacité de désendettement	*0*	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

8. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE

Le budget annexe locaux

BUDGET ANNEXE LOCAUX

Les produits de fonctionnement ont diminué de -7,8 % en moyenne par an sur la période 2013-2023. La principale ressource **de ce budget est le revenu des immeubles.** A noter que jusqu'en 2019, le budget principal versait une participation annuelle de 10 à 13 k€.

Les charges de fonctionnement ont diminué à un rythme de -3,2% en moyenne chaque année sur la période analysée. **Elles sont principalement composées des dépenses relatives aux fluides, à la taxe foncière, aux charges d'intérêt de la dette et à quelques dépenses d'entretien.**

Depuis 2022, il n'y a plus de charges de personnel rattachées à ce budget.

Le ratio de capacité de désendettement se situe à 8,4 années fin 2023. Sans nouveaux investissement et nouveaux recours à la dette, l'annuité de la dette prendra fin en 2027. A compter de 2028, le budget génèrera des excédents (environ 20 k€ par an).

Attention le fonds de roulement est très faible et sera totalement consommé en 2024 (6 k€ au 31/12/2023), cela signifie que le budget principal devra verser une participation pour équilibrer ce budget en 2024, 2025, 2026 et 2027. A partir de 2028 il génèrera quelques excédents.

SYNTHESE												
en k€	**Δmoy**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Produits de fonctionnement	***-7,8%***	**70**	**73**	**47**	**50**	**50**	**51**	**48**	**38**	**39**	**32**	**31**
Produit des services, du domaine et ventes diverses	*-100,0%*	3	24	4	4	4	4	4	4	4	2	0
Subvention du budget principal	*-100,0%*	**10**	**10**	**10**	**13**	**13**	**13**	**10**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autres recettes	*-5,9%*	56	39	33	33	33	33	34	35	35	30	31
Charges de fonctionnement	***-3,2%***	**32**	**46**	**26**	**23**	**29**	**24**	**25**	**19**	**27**	**22**	**23**
Charges à caractère général	*+2,8%*	16	15	11	8	15	13	13	11	17	18	22
Charges de personnel nettes des remboursements	*-100,0%*	7	7	7	7	7	5	6	4	5	**0**	**0**
Autres dépenses	*n/a*	0	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges d'intérêts	*-14,3%*	8	8	8	7	7	6	6	5	4	4	2
Travaux en régie	*n/a*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Epargne de gestion	*-15%*	46	35	29	35	28	33	29	24	17	14	9
Charges d'intérêts	*-14%*	8	8	8	7	7	6	6	5	4	4	2
Epargne Brute	*-15,0%*	37	27	21	28	22	27	24	19	12	10	7
Remboursement du capital	*+4,8%*	9	9	9	10	10	11	11	12	12	13	14
Epargne Nette	*n/a*	29	18	12	18	11	16	12	7	0	-3	-6
Dépenses d'investissement	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont dépenses d'équipement	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'investissement	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Besoin de financement des investissements	***0***	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Epargne brute	*21*	37	27	21	28	22	27	24	19	12	10	7
Variation de dette	*-11*	-9	-9	-9	-10	-10	-11	-11	-12	-12	-13	-14
Variation du fonds de roulement	*10*	29	18	12	18	11	16	12	7	0	-3	-6
Epargne nette	*10*	29	18	12	18	11	16	12	7	0	-3	-6
Emprunts nouveaux	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement	*10*	29	18	12	18	11	16	12	7	0	-3	-6
FdR au 31/12	*-17*	-79	-61	-50	-32	-20	-4	8	16	15	13	6
En-cours de dette au 31/12	*115*	173	164	155	145	134	124	112	100	88	75	61
Ratio de capacité de désendettement	*5,3*	4,6	6,2	7,3	5,2	6,2	4,6	4,8	5,3	7,1	7,4	8,4
Taux d'épargne brute	*42,9%*	53,4%	36,4%	45,0%	55,1%	42,9%	52,9%	48,9%	49,8%	31,8%	32,0%	23,7%

- L'encours de dette s'établit à 61 k€ fin 2023, il est composé d'un emprunt à taux fixe de 4,76 % de la CAFFIL.

9. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

9.1 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

Dépenses de fonctionnement

Le contexte 2024 sera encore marqué par un niveau élevé des coûts de l'énergie, par une inflation importante sur les dépenses de matières premières et de prestations de services, nécessitant une vigilance sur l'évolution des dépenses courantes de la collectivité.

La masse salariale, 1er poste budgétaire en fonctionnement, sera également en sensible évolution, compte-tenu de l'effet année pleine des réformes subies en 2022 et 2023, de recrutements rendus nécessaires pour répondre aux besoins de la population, et de la structuration de l'organisation des services municipaux vers plus d'efficience. Par ailleurs, les coûts induits par les évolutions réglementaires seront également anticipés (attribution de 5 points supplémentaires à tous les agents, augmentation du point d'indice notamment).

9.2 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

Recettes de fonctionnement

Les recettes fiscales de la commune de Livron-sur-Drôme devraient s'accroître de +3,34 % en 2024 soit **+169 k€ de plus qu'en 2023.**

Cette prévision ne tient compte que de la revalorisation forfaitaire s'appliquant aux bases des locaux d'habitation et aux bases des établissements industriels.

A noter que l'évolution **des tarifs des locaux professionnels et tout accroissement physique des bases d'imposition générera des ressources fiscales supplémentaires par rapport à la prévision présentée dans le tableau à droite. Cependant, il demeure prudent de tenir compte à ce stade d'une évolution de 169 k€ de fiscalité pour le budget 2024.**

	2023	Prévisionnel 2024	Ecart 2023/2024	
			€	%
Taxe d'habitation				
Bases	953 221	990 397	37 176	3,90%
Taux	11,95%	11,95%	0,00%	0,00%
Produit	**113 910**	**118 352**	**4 442**	**3,90%**
Taxe foncière sur les propriétés bâties				
Bases	12 921 015	13 366 207	445 192	3,45%
Taux	34,97%	34,97%	0,00%	0,00%
Produit émis	**4 519 808**	**4 674 163**	**154 355**	**3,42%**
Coefficient correcteur	1,0446	1,0446	0,00%	0,00%
Effet du coefficient correcteur	195 483	201 221	5 738	2,94%
Produit perçu par la collectivité	**4 715 291**	**4 875 384**	**160 093**	**3,40%**
Taxe foncière sur les propriétés non bâties				
Bases	407 875	416 033	8 158	2,00%
Taux	56,83%	56,83%	0,00%	0,00%
Produit	**231 795**	**236 431**	**4 636**	**2,00%**
Total	**5 060 996**	**5 230 168**	**169 172**	**3,34%**

Au cours du mois de mars 2024, l'administration fiscale transmettra à la commune un second état 1288 M de fiscalité 2024 qui permettra de connaître les bases définitives de 2024. La simulation des produits fiscaux 2024 pourra être ajustée par les services à réception de ces éléments fiscaux.

9.2 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

Recettes de fonctionnement

Estimation de la dotation globale de fonctionnement pour 2024

Montants en €	2023	Estimation 2024	Ecart %	Ecart €
Dotation forfaitaire N-1	483 531	488 336	0,99%	4 805
Part dynamique de la population	4 805	4 843	0,78%	38
Écrêtement	0	-2 359	n/a	-2 359
Dotation forfaitaire notifiée	**488 336**	**490 820**	**0,51%**	**2 484**
Dotation nationale de péréquation	**102 695**	**99 791**	**-2,83%**	**-2 904**
Part principale	68 841	69 322	0,70%	481
Part majoration	33 854	30 469	-10,00%	-3 385
Dotation de solidarité rurale	**706 694**	**720 034**	**1,89%**	**13 340**
Fraction bourg-centre	524 037	531 898	1,50%	7 861
Fraction péréquation	182 657	188 137	3,00%	5 480
Dotation globale de fonctionnement	**1 297 725**	**1 310 645**	**1,00%**	**12 920**

- La dotation globale de fonctionnement est estimée à 1 311 k€ pour 2024 soit une augmentation de +13 k€ par rapport à 2023.
- Cette augmentation de la DGF résulterait principalement de la dynamique de **la dotation de solidarité rurale qui est liée à l'évolution de l'enveloppe votée en Loi de Finances 2024 et par le Comité des Finances locales**.

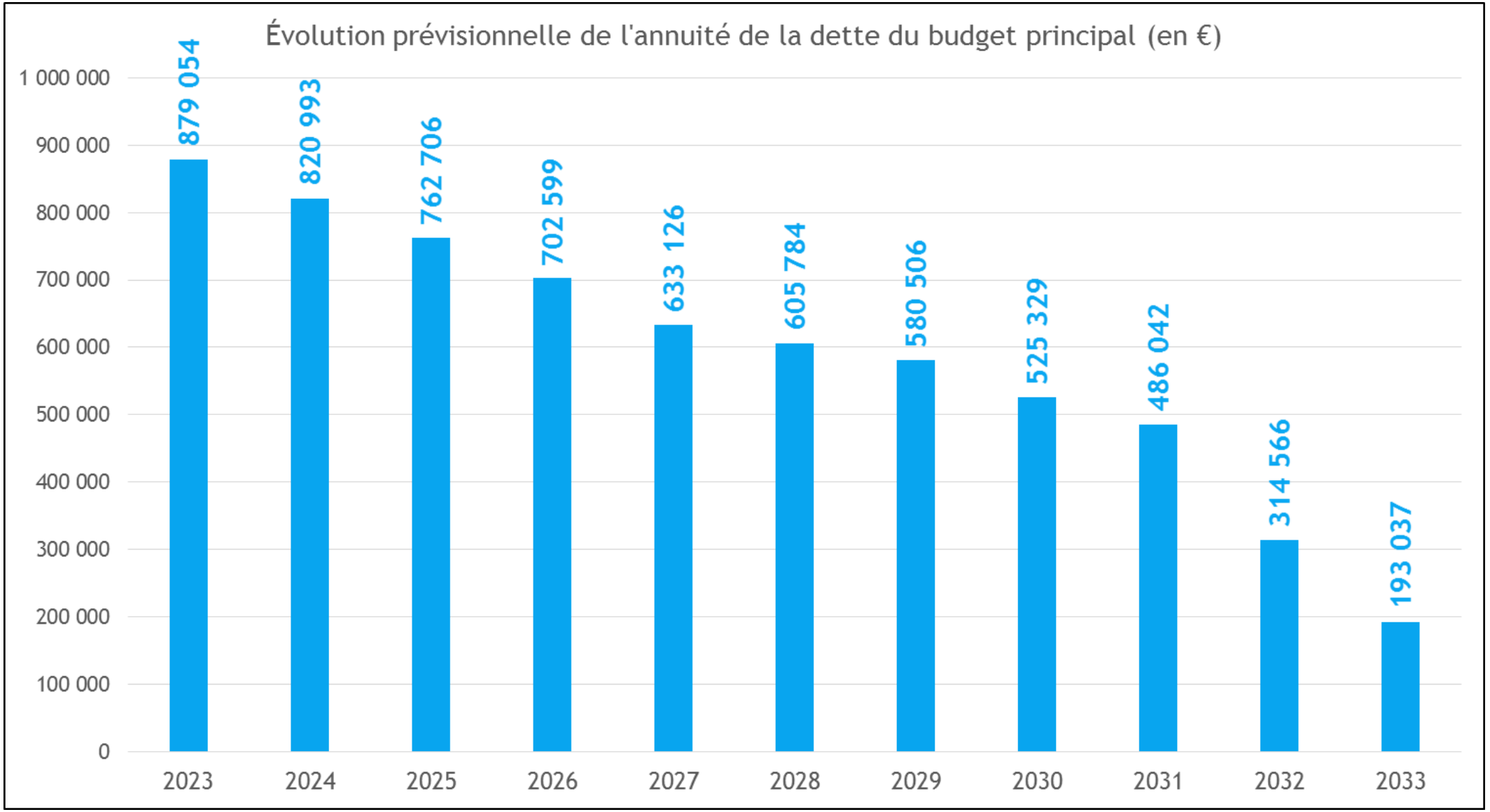
9.3 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

Recettes d'investissement

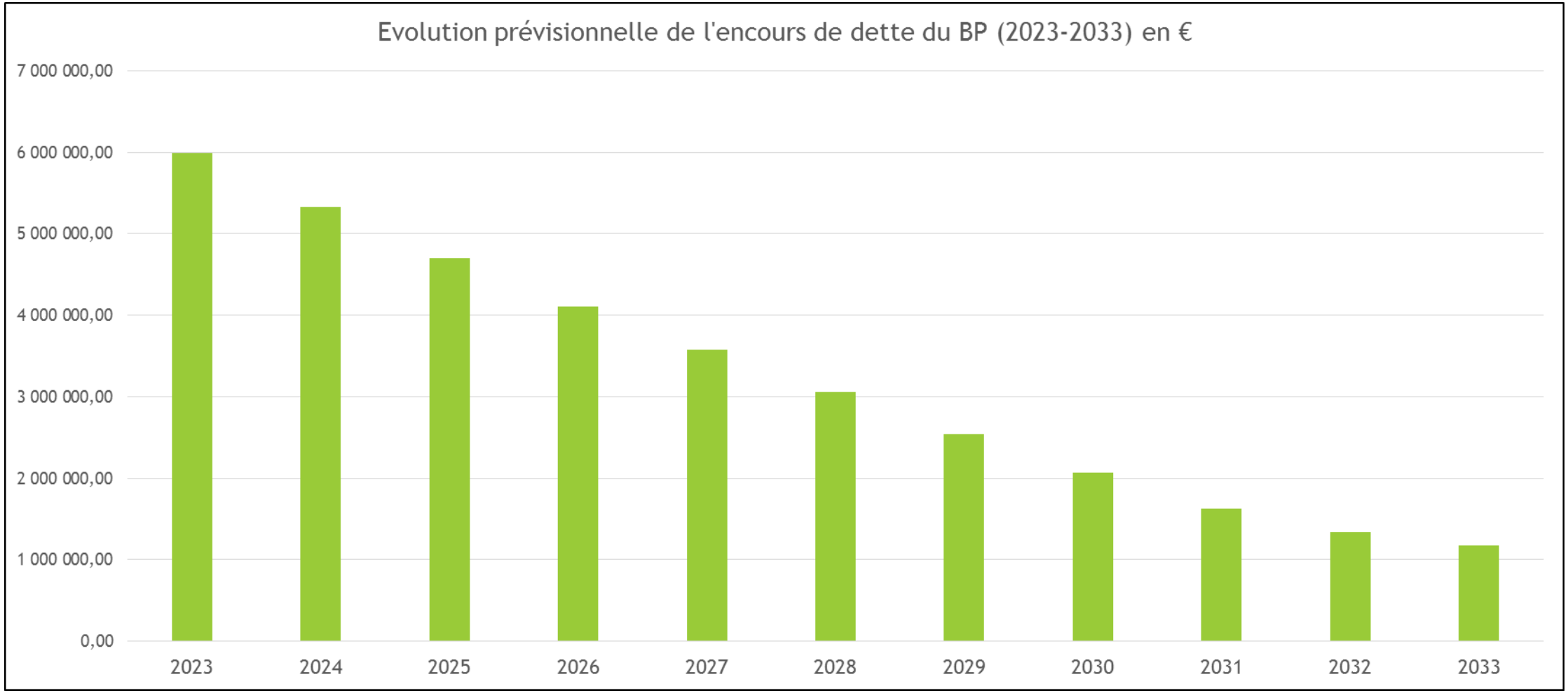
Ce poste est constitué :

- Des dotations de l'Etat, principalement FCTVA (fonds de compensation de la TVA), et de la taxe d'aménagement (en cours de chiffrage)
- Des financements extérieurs (subventions)
- Des excédents de fonctionnement capitalisés
- Du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement
- De l'emprunt = variable d'ajustements du budget

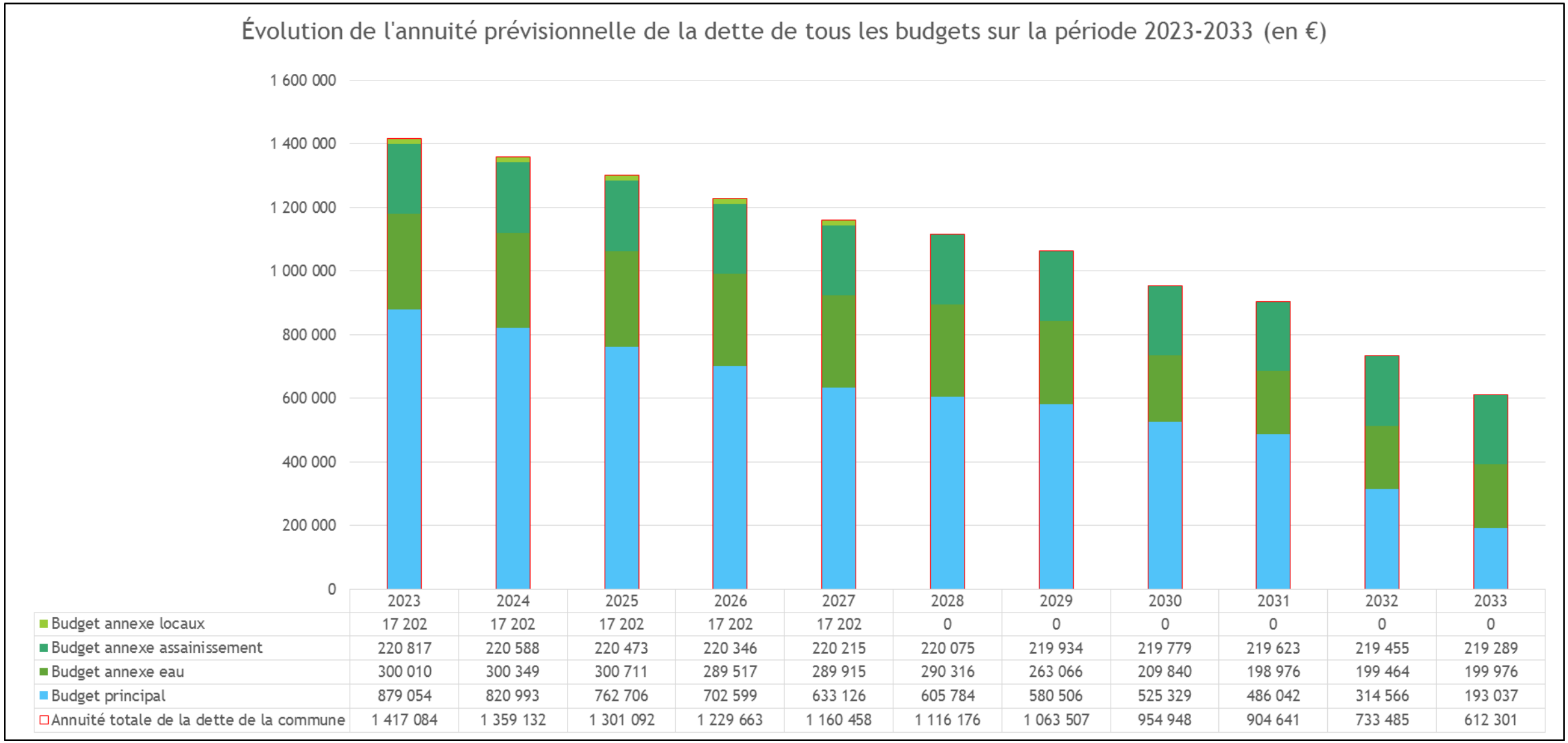
EVOLUTION PREVISIONNELLE DE L'ANNUITÉ DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL SUR LA PERIODE 2023-2033



EVOLUTION PREVISIONNELLE DE L'ENCOURS DE DETTE DU BUDGET PRINCIPAL SUR LA PERIODE 2023-2033



EVOLUTION PREVISIONNELLE DE L'ANNUITÉ DE LA DETTE CONSOLIDÉE DE TOUS LES BUDGETS SUR LA PERIODE 2023-2033



	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Budget annexe locaux	17 202	17 202	17 202	17 202	17 202	0	0	0	0	0	0
Budget annexe assainissement	220 817	220 588	220 473	220 346	220 215	220 075	219 934	219 779	219 623	219 455	219 289
Budget annexe eau	300 010	300 349	300 711	289 517	289 915	290 316	263 066	209 840	198 976	199 464	199 976
Budget principal	879 054	820 993	762 706	702 599	633 126	605 784	580 506	525 329	486 042	314 566	193 037
Annuité totale de la dette de la commune	1 417 084	1 359 132	1 301 092	1 229 663	1 160 458	1 116 176	1 063 507	954 948	904 641	733 485	612 301

9.4 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

Dans un contexte budgétaire encore contraint, et dans l'objectif de limiter le recours à l'emprunt, les dépenses d'investissements seront priorisées sur :

- Les opérations de sécurisation de notre patrimoine immobilier, équipements et infrastructures
- Les opérations ayant un impact sur le développement durable (écologie, social et économie)
- Les opérations d'entretien courant de notre patrimoine (bâtiment, voirie)
- Les opérations bénéficiant de financements extérieurs (subventions)
- Les opérations générant dans le court et moyen termes, des économies sur le fonctionnement de la collectivité
- Des opérations issues de la réflexion collective des habitants dans les comités de quartiers
- De façon plus générale, élaboration d'un Plan pluriannuel d'investissement (PPI) = outil de gestion financière. Le PPI dresse la liste de l'ensemble des projets programmés et des financements qui leur sont attribués chaque année. Par nature évolutif, il sera actualisé et ajusté selon les évolutions de l'environnement économique, technique et juridique.

9.4 ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

En lien avec le projet municipal de notre mandat, nos actions se déclinent autour 3 axes :

Axe 1 : Faire de la transition écologique une réalité, une volonté individuelle, une responsabilité collective

Axe 2 : Faire de Livron une commune où il fait bon vivre : un souhait partagé

Axe 3 : Construire l'avenir, pour et avec les habitants : un engagement de chaque instant

Les éléments proposés, ci-après, constituent la déclinaison des axes du projet municipal, déjà portés au débat, et dont il nous appartient d'assurer la continuité.

Au-delà de ce socle, le débat est ouvert sur des propositions/ orientations nouvelles qui viendront enrichir la vie de nos habitants.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Maîtrise des consommations énergétiques

- 4ème phase du programme LED (bâtiments et éclairage public)
- Comité de pilotage décret tertiaire

- Étude installation photovoltaïque sur toitures des bâtiments communaux

Designed by **Freepik**

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Eau : gestion et économies

- Plan d’action sur les économies d’eau dans les lieux publics : Livron = commune pilote/ Coopération SMRD
- Finalisation du schéma directeur de l’eau potable
- Extension du réseau d’eau potable
- Optimisation du rendement du réseau d’eau potable

Designed by **Freepik**

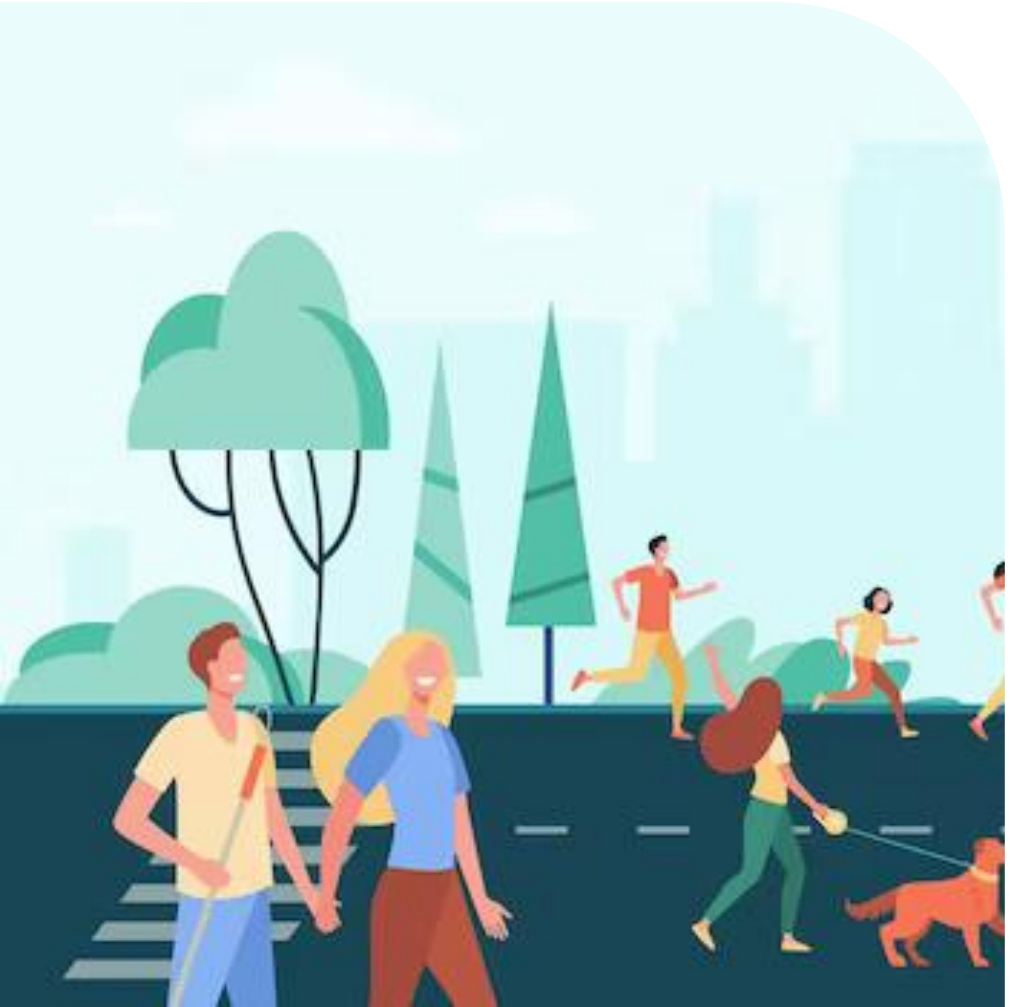
HABITAT et URBANISME

- Permis de louer
- Réhabilitation du parc de logements communaux et mise aux normes électriques d’équipements communaux
- Restructuration du quartier de la gare/Drôme fruits et lancement du programme immobilier
- Soutien aux programmes immobiliers : démarrage du projet place de la Madeleine (logement et plateau médical)
- Suivi de l’aboutissement du SCOT et du PLUI

Designed by **Freepik**

QUALITÉ DE VIE

Environnement et aménagement

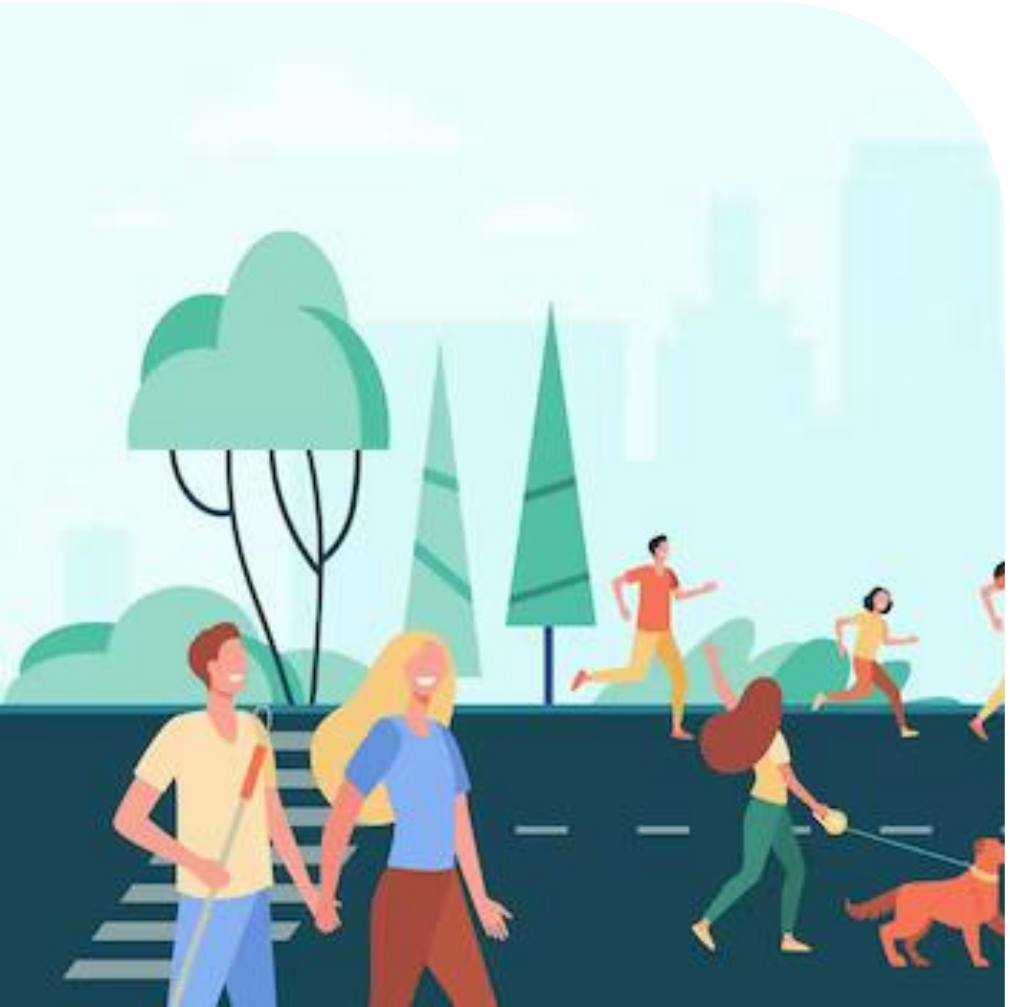


- Ordures ménagères : concertation avec les riverains pour l'implantation de nouveaux conteneurs semi-enterrés
- Végétalisation : plantation d'arbres dans l'espace public et végétalisation place Vignaux
- Concertation et orientation du projet de tiers-lieu du Haut-Livron
- Etude de faisabilité et concertation sur le projet de la Maison Domazane (avec le CAUE)

Designed by **Freepik**

QUALITÉ DE VIE

Environnement et aménagement

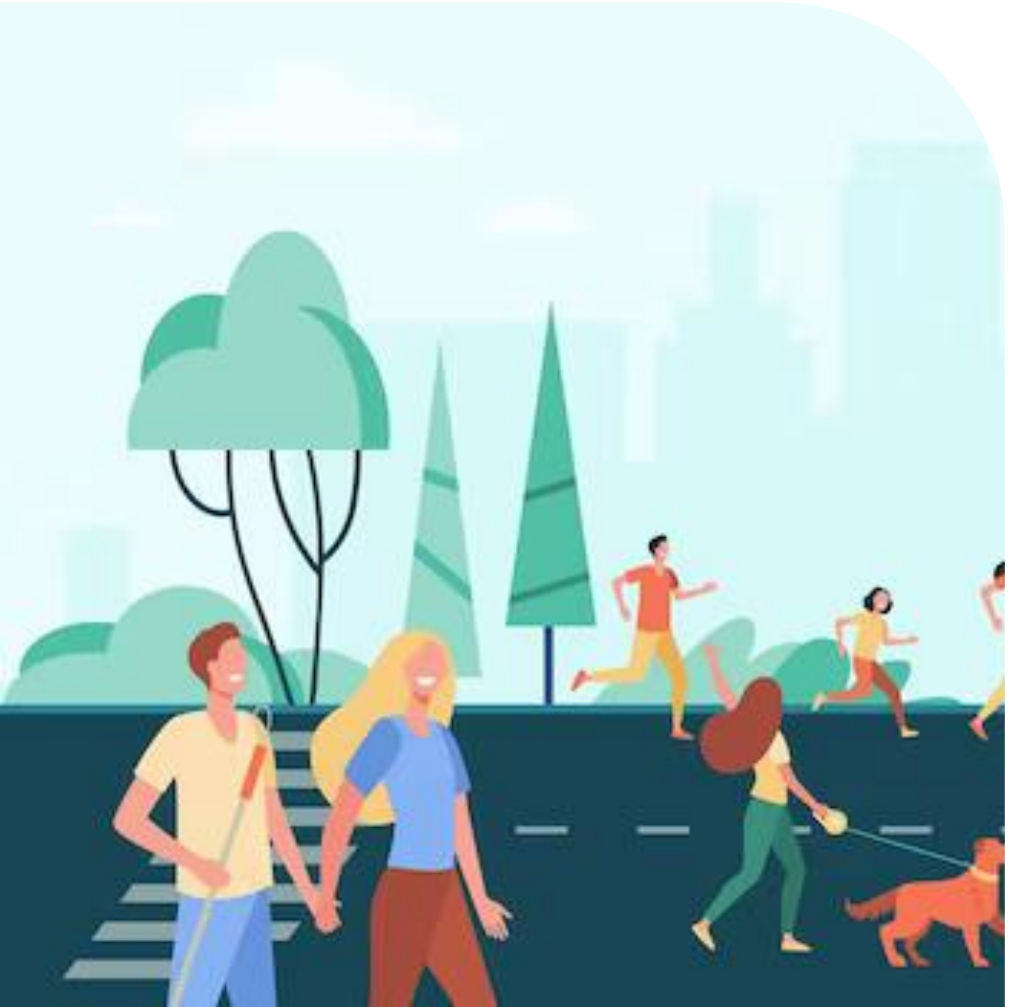


- Aménagement lac des Petits-Robins (phase 2)
- Création du jardin du souvenir et projet du cimetière Beau de Siaille
- PVD : réalisation des premières fiches actions (place de la Madeleine et forge) et mise en place des réunions de concertation
- Accompagnement des projets d’extension du CFA batipôle, du LIDL, de GPA et du groupe BWT

Designed by **Freepik**

QUALITÉ DE VIE

Patrimoine et accessibilité

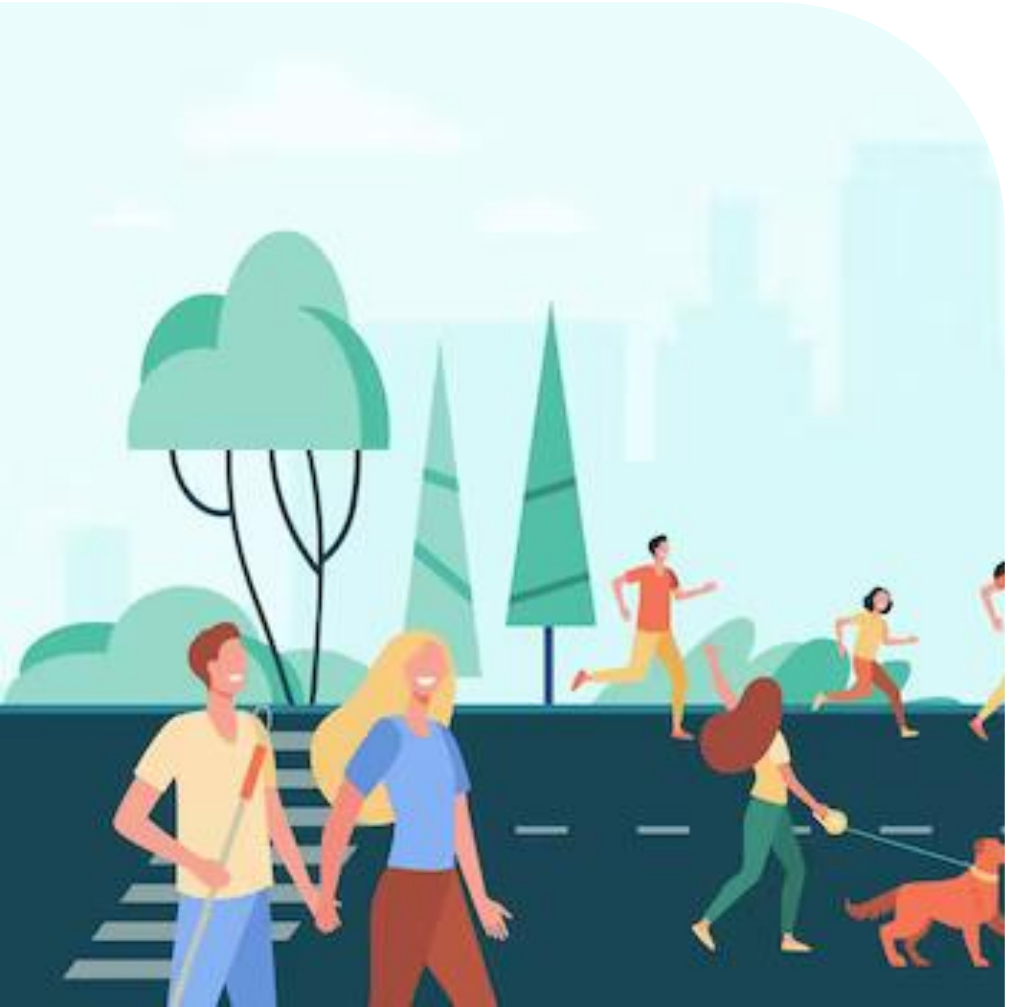


- Restauration de la Tour du diable
- Mise en sécurité de l'ancienne forge de la N7 et bâtiment du BMX
- Préservation et entretien des canaux
- Poursuite du programme de mise en accessibilité des bâtiments (boulodrome Planas et tennis), des espaces publics et des voiries

Designed by **Freepik**

QUALITÉ DE VIE

Animation économique



- Soutien à l'action commerciale : manager de centre-ville, lancement de l'office de commerce, taxe sur les locaux commerciaux vacants

- Commerce des Petits Robins : finalisation du recrutement du repreneur

- Lancement du projet du village d'entreprises artisanales Confluence

- Soutien à l'expérimentation TZCLD

Designed by **Freepik**

PROTECTION et SÉCURITÉ

- PCS
- Présence dans les instances en charge de la protection contre les inondations et les crues (Digues Drôme, Rhône, Ozon)

- Fin de l’étude de déploiement des bassins du St Blaise

Designed by **Freepik**

PROTECTION et SÉCURITÉ

- Complément et entretien du parc de vidéoprotection
- Déploiement de caméras sur les points de dépôts sauvages d’ordures ménagères
- Réaménagement des horaires de la police municipale
- Poursuite des campagnes de stérilisation des chats
- Mise en place de la convention avec la CCVD pour la fourrière animale

Designed by **Freepik**

ÉDUCATION et CITOYENNETÉ

- Mise en oeuvre du projet éducatif de territoire (PEDT)

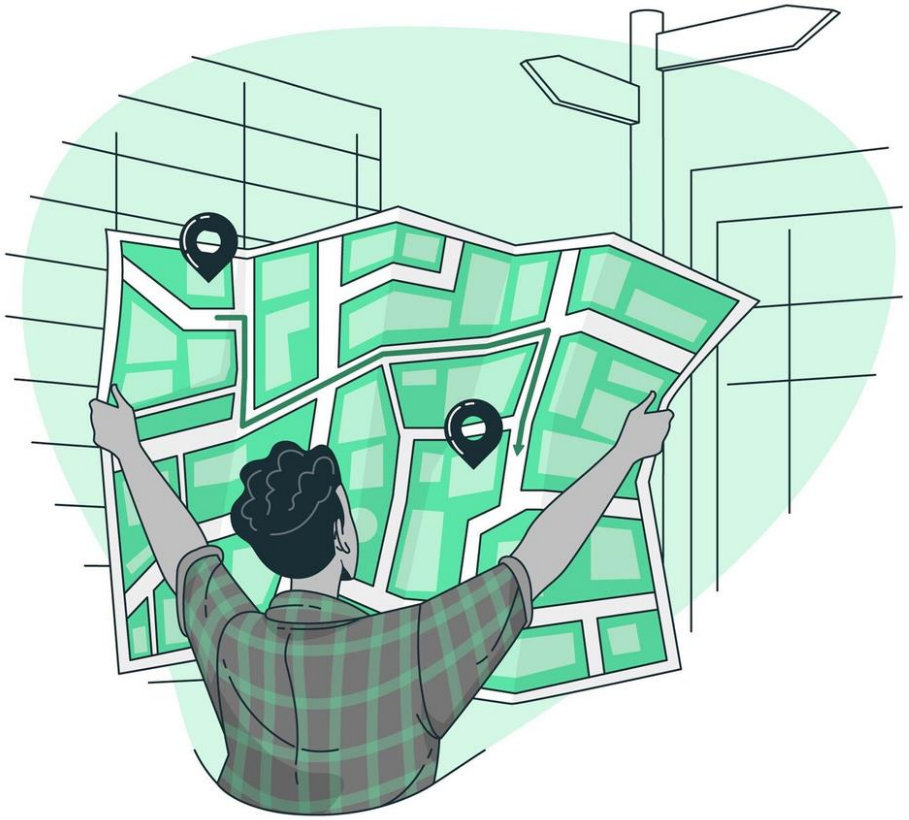
- Conseil municipal des enfants
- Mise en action du conseil des jeunes (centre social)

- Maintien du dialogue avec les équipes enseignantes et les parents d’élèves
- Soutien des projets pédagogiques

- Consolidation de la procédure de rappel à l’ordre
- Programme de sensibilisation des élèves et apprentis sur la sécurité routière

Designed by **Freepik**

MOBILITÉ et DÉPLACEMENTS



- Sécurisation routière : entrée sud des Petits-Robins et avenue de Provence
- Déploiement de la première piste cyclable et assistance à maîtrise d’ouvrage de la deuxième phase.
- Programme d’entretien de la voirie communale et mise en accessibilité
- Accompagnement technique et financier de la déviation

Designed by **Freepik**

ANIMATION, SPORT et CULTURE

- Décentralisation d’actions et d’animations dans les quartiers

- Une politique culturelle et événementielle ambitieuse, tournée vers le partenariat associatif

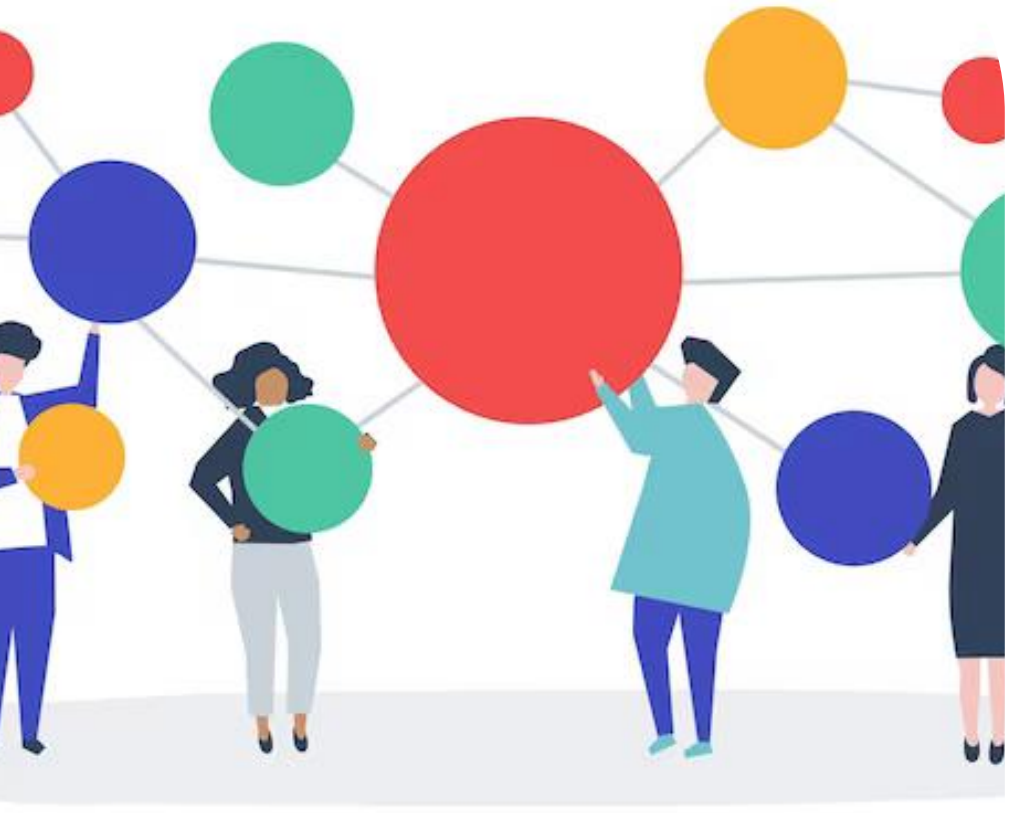
- Déploiement des actions dans le cadre du label Terre de jeu
- Vers la Labellisation : Livron ville sportive
- Concertation autour de la création d’équipements sportifs structurants

- Mise en lumière de la dynamique associative

Designed by **Freepik**

SANTÉ et ACCOMPAGNEMENT

Autour de l’alimentation

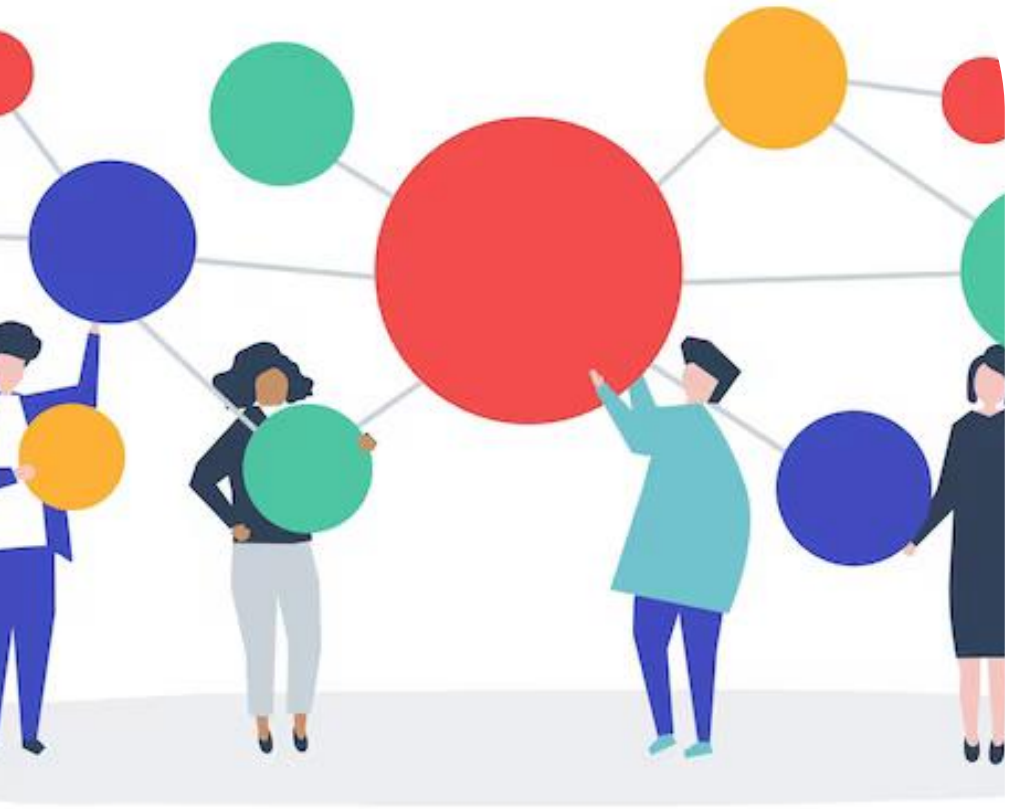


- Poursuite du programme « ça bouge dans ma cantine »
- Restauration scolaire
- Projet alimentation du Centre social
- Soutien aux initiatives associatives
- Jardins nourriciers de la Confluence

Designed by **Freepik**

SANTÉ et ACCOMPAGNEMENT

Services aux habitants



- Déploiement des actions du centre social : ludothèque, web TV, pôle parentalité, pôle jeunesse, café citoyens…
- Soirée des nouveaux habitants

- Etude de préfiguration du guichet unique

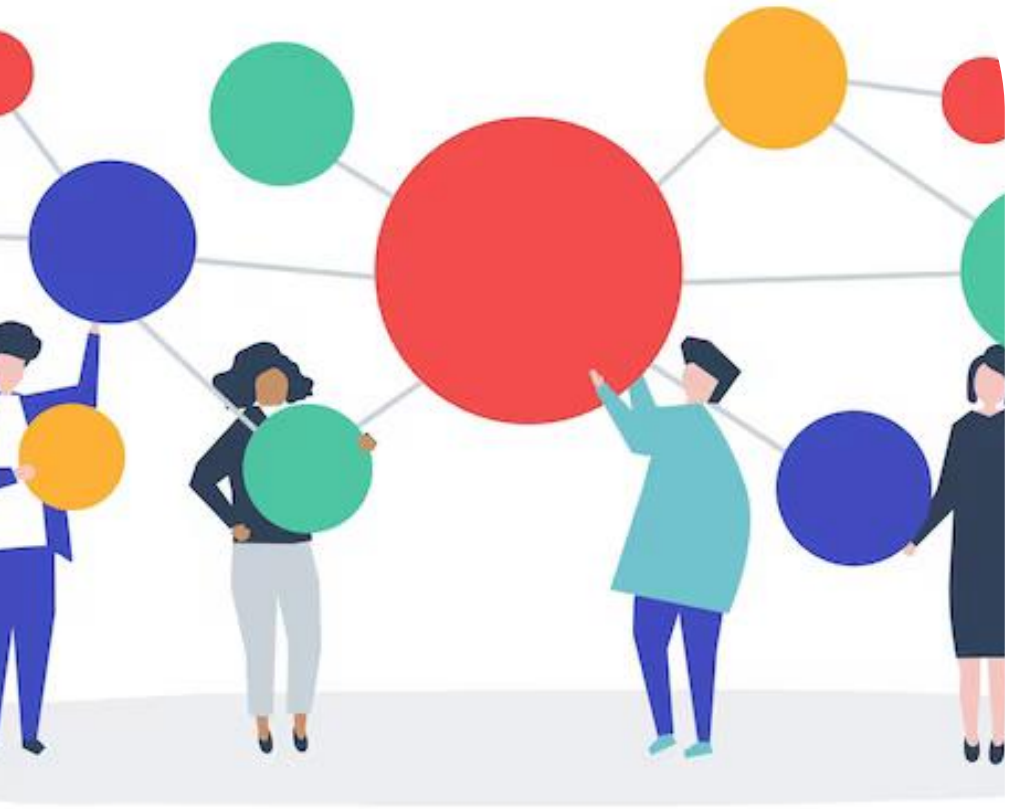
- Service d’accompagnement à domicile

- Offres autour de l’accompagnement au numérique
- Suivi du déploiement de la fibre

Designed by **Freepik**

SANTÉ et ACCOMPAGNEMENT

Services aux habitants



- Maison de Santé Pluridisciplinaire
- Communauté Professionnelle Territoriale de Santé

- Plateau médical place de la Madeleine

- Accompagnement dans l'installation (Infirmière en Pratique Avancée)

Designed by **Freepik**

FINANCES et RESSOURCES HUMAINES

- Préservation de la capacité d’épargne
- Optimisation des ressources de fonctionnement (politique tarifaire, CCID)

- Actualisation du Plan pluriannuel d’investissement et suivi de son évolution selon l’environnement technique et juridique

- Gestion dynamique des ressources humaines et des dépenses de personnel
- Consolidation du pôle Services à la population par l’arrivée d’un cadre DGA

Designed by **Freepik**